I. Négociations internationales

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1224>

DOI : 10.4000/aspd.1224

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1987

Pagination : 3-73

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« I. Négociations internationales », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 6 | 1987, mis en ligne le 04 mars 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1224> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1224>

I. NEGOCIATIONS INTERNATIONALES

1. CONFERENCE SPECIALE DES NATIONS UNIES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE DE L'AFRIQUE

L'Assemblée générale des Nations Unies s'est réunie en session spéciale à New York du 27 au 31 mai 1986 afin de discuter de la situation économique critique de l'Afrique. Les participants de la conférence ont adopté un programme d'action pour l'Afrique pour les années 1986 à 1990, prévoyant la mise en œuvre de réformes fondamentales en matière de politique économique, l'intensification de la coopération sud-sud et l'amélioration de la coordination des efforts de développement au niveau international. Ce programme doit être financé principalement par la mobilisation de ressources africaines et, en partie, par des sources extérieures; à ce propos, les pays industrialisés n'ont encore fait aucune promesse de financement. La Suisse a pris part à la conférence à titre d'observateur. Le programme d'action approuvé lors de la conférence servira de cadre conceptuel pour la coopération au développement de la Suisse en Afrique.

Une conférence spéciale des Nations Unies sur le thème de l'Afrique avait déjà eu lieu en mars 1985. Il s'agissait alors de mesures d'aide pour lutter contre la famine dans la région du Sahel, durement frappée par une sécheresse catastrophique. La coordination de l'aide a été prise en charge par un bureau spécial des Nations Unies. Entre-temps la situation s'est améliorée en ce qui concerne la famine. Mais les critiques portant sur l'aide alimentaire et l'aide d'urgence en Afrique se sont intensifiées; elles visaient notamment le fait que ce type d'aide a eu certaines conséquences négatives, qu'elle a été massive et mal coordonnée et qu'elle a ainsi entraîné un état de dépendance, freinant les efforts entrepris par les pays et les couches de la population concernés pour relancer leur économie (1).

Bien que la situation de famine ne soit plus si aiguë, le climat économique de l'Afrique continue à inspirer de sérieuses inquiétudes. La conférence sur l'Afrique de mai 1986 avait pour but d'élaborer des stratégies de développement à moyen et long terme et de prendre des mesures concertées et orientées vers l'action afin de résoudre les problèmes économiques de l'Afrique. C'était d'ailleurs la première fois qu'une conférence des Nations Unies traitait de **questions économiques régionales**.

Le rapport de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) intitulé «Africa's Priority Programme for Economic Recovery 1986-1990», a servi de document de travail pour la conférence. Il contient une analyse de la situation en Afrique, prenant notamment comme point de départ l'échec de nombreux programmes de développement de ces vingt dernières années. Certes, les difficultés économiques d'ordre général ont joué un rôle non négligeable dans cet échec; le rapport cite par exemple la baisse des prix des matières premières, les fluctuations du cours de change, l'endettement, la persis-

tance des taux élevés de croissance démographique et de l'instabilité politique.

Programme d'action pour l'Afrique

Le document de l'OUA a été adopté dans ses grandes lignes, de même que la recommandation de la communauté internationale portant sur la nécessité de soutenir et d'étouffer les efforts africains en matière de développement ; il s'agit là de la substance même du *Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique, 1986-1990*. Les réformes suivantes en matière de politique économique forment l'essentiel de ce programme :

- L'agriculture se voit attribuer une place de premier plan. Une nouvelle politique des prix doit notamment promouvoir l'initiative personnelle. Les prix des produits agricoles sont souvent maintenus bas en faveur de la population urbaine, ce qui tend à étouffer l'initiative propre des paysans.
- La question des matières premières doit être traitée d'urgence, étant donné qu'elles ont subi pour la plupart une chute de prix importante au cours de ces cinq dernières années. Les exportations africaines sont constituées à 95% de matières premières brutes (2). Il importe d'accroître la capacité des Etats africains à transformer et commercialiser leurs matières premières.
- Les taux de change doivent être ajustés en conséquence.
- Les pays industrialisés doivent lutter contre le protectionnisme et s'efforcer de promouvoir une croissance stable et non inflationniste.
- Le maximum d'efforts doit être entrepris pour trouver une solution permettant de réduire le fardeau de la dette. La Banque mondiale a consacré son quatrième rapport sur l'Afrique (avril 1986) (3) à la question de l'endettement en particulier et a abouti à la conclusion suivante : pendant la période 1986-1990, il faudrait mettre à disposition une somme annuelle **supplémentaire** de 2,5 milliards de dollars pour l'aide au développement et les aménagements de dettes afin de retrouver la même capacité d'importation *per capita* qu'entre 1980 et 1982. Cette estimation est fondée sur l'hypothèse que les exportations augmenteront de façon substantielle.
- Le plan d'action prévoit une intensification de la coopération sud-sud et une amélioration de la coordination sur le plan international.
- Le rôle du secteur privé doit être intensifié.

Le programme d'action vise à dépasser la lutte à court terme contre la crise au profit de programmes de développement à plus long terme. Il est indispensable que les pays africains prennent les décisions qui concernent le développement économique de leur continent de façon pleinement autonome et responsable. Ils demandent aux pays riches et aux institutions internationales de les soutenir dans leurs efforts en excluant tout paternalisme (4).

La question du financement reste ouverte

Les coûts du programme d'action quinquennal ont été estimés à 128 milliards de dollars. Les pays africains chercheront à mobiliser 82 milliards de dollars de leurs ressources propres. En ce qui concerne les 46 milliards qui doivent provenir de sources extérieures, aucune proposition n'a encore été avancée ; ce qui a été constaté avec déception du côté des pays africains bien qu'on ne pût réellement escompter de promesses de financement à l'occasion de la conférence. De tels engagements doivent plutôt faire l'objet de négociations bilatérales et multilatérales. Quant aux ressources que l'Afrique doit réunir elle-même, il s'agira en partie de fonds que les institutions internationales et d'autres pays ont déjà transférés ou vont transférer plus tard ; cela s'explique par la situation économique de ce continent.

Outre les délégations gouvernementales, les représentants d'organisations **privées** ont assisté à la conférence à titre d'observateurs.

L'attitude de la Suisse

Pour la DDA, le document qui a été approuvé représente un document de base dénué de distorsions idéologiques et permettant de mener un programme de développement réaliste en Afrique. Le rôle positif qu'a joué M. Abdou Diouf, président de l'OUA et du Sénégal, a été souligné. La délégation suisse, c'est-à-dire la mission permanente d'observation auprès des Nations Unies à New York renforcée par un représentant de la DDA, souligne que le programme proposé ne signifie pas que chaque pays africain puisse transformer radicalement sa politique. En ce qui concerne la Suisse, la DDA considère le plan d'action comme une ligne directrice pour son propre travail de coopération avec les pays africains et comme un cadre conceptuel à utiliser en Afrique. La délégation a insisté sur le fait que la Suisse est prête à soutenir et à encourager le processus de développement en Afrique et qu'elle continuera à accorder la priorité aux projets dans les zones rurales. Sur la question des matières premières, la Suisse s'est prononcée en faveur de la stabilisation des prix et des mécanismes compensatoires de financement dans un cadre multilatéral.

La moitié environ des fonds de l'aide publique au développement est destinée à la coopération suisse dans les pays africains ; en 1985, les trois quarts de l'aide d'urgence ont été acheminés en Afrique.

Remarques

1. Ces critiques ont été soulevées à la suite d'une évaluation menée sur l'aide apportée au sud du Sahara depuis 1983 : «Lessons Learned from the African Food Crisis», Programme d'alimentation mondiale de la FAO (WFP), NZZ 6.6.1986.
2. Document no 2/86 de i3m — du défi à la négociation? Berne, mai 1986.
3. Banque mondiale, Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa 1986-1990, Washington 1986.
4. «West Africa», Africa's Crisis Management, 9 juin 1986.

Sources

DDA.

Document final de la Conférence des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique, New York, 31 mai 1986.

«West Africa», 9 juin 1986.

Document 2/86 de i3m.

2. CONFERENCE SUR LA REVISION DU TRAITE DE NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

La troisième conférence sur la révision du Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires, réunie du 27 août au 20 septembre 1985 à Genève, s'est conclue par un document final commun. Néanmoins, nombre de participants à la Conférence se sont montrés déçus du fait qu'aucun pas supplémentaire n'a été franchi en ce qui concerne l'application du Traité dans le domaine du démantèlement de l'arsenal d'armes atomiques. La Suisse a participé à la Conférence et a exprimé sa satisfaction qu'un document final commun ait pu être adopté, contrairement à ce qui s'est passé en 1980. L'intérêt de la Suisse consiste à maintenir un échange sans entraves des produits et du matériel nucléaires.

En tant qu'accord international sur la limitation de la quantité d'armes nucléaires, le Traité sur la Non-Prolifération vise à empêcher l'émergence de nouvelles puissances atomiques. Elaboré dans le cadre du Comité des Nations Unies sur le désarmement, il a été adopté en 1968 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a trait à l'utilisation tant militaire que civile de la technologie nucléaire, et prévoit :

1. D'empêcher la prolifération des armes nucléaires ; de réduire progressivement, ou même d'éliminer les armes atomiques existantes ;
2. D'encourager l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire (les articles IV et V traitent de la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire).

Les Etats dépourvus d'armes nucléaires s'engagent, selon le Traité, à ne pas fabriquer eux-mêmes des armes atomiques ni à en acquérir, et à se soumettre aux principes de sécurité élaborés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) à Vienne, pour tout ce qui touche à leurs activités dans le domaine nucléaire, afin d'empêcher ainsi la prolifération de matériel nucléaire pouvant servir à la production d'armes. Les parties au Traité s'engagent dans l'article VI à mener des négociations en toute bonne foi sur les mesures adéquates permettant de mettre fin à la course aux armements et de promouvoir le désarmement.

A ce jour, 128 Etats ont signé le Traité. Or, certains Etats ayant d'importantes activités dans le domaine nucléaire n'y ont pas adhéré, soit l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, Israël et le Pakistan.

Tous les cinq ans a lieu une conférence sur le Traité. Ce dernier est entré en vigueur en 1970 pour une période de 25 ans. La Suisse a adhéré au Traité

en 1969 et l'a ratifié en 1977. Lors de la signature du Traité, la question des garanties pour l'approvisionnement en combustible (uranium) des centrales nucléaires suisses avait occupé le premier plan. La ratification avait été retardée à la suite de l'opposition de l'industrie nucléaire suisse qui craignait une réduction de ses exportations.

La Suisse, pays exportateur de produits et matériel nucléaires

En tant qu'Etat dépourvu d'armes nucléaires, la Suisse réalise des échanges dans le domaine de la technologie nucléaire à but pacifique. Toutefois, la distinction, établie par le Traité, entre un usage militaire et un usage civil de la technologie nucléaire s'avère ambiguë.

Certaines firmes suisses sont fortement engagées dans le commerce international des produits nucléaires. D'une manière générale, on peut dire que la stagnation des programmes nucléaires dans certains pays industriels a fait que ceux-ci s'intéressent davantage aux exportations en direction des pays en développement. A l'heure actuelle, des entreprises suisses se sont déjà engagées en Inde (deux installations Sulzer) et en Argentine (une installation Sulzer). La BBC réalise des affaires avec le Brésil. Pour ce qui concerne les projets nucléaires avec la Turquie et l'Egypte, les traités restent encore en suspens. La liste précitée n'est toutefois pas exhaustive (1).

Dans le domaine de la technologie nucléaire, les exportations vers les pays en développement sont sujettes à controverse. D'une part, elles impliquent des garanties fort élevées contre les risques à l'exportation ; d'autre part, il reste à savoir si la technologie nucléaire est adaptée aux conditions prévalant dans le Tiers Monde. Il n'empêche que de nombreux pays en développement exigent d'avoir librement accès à la technologie nucléaire.

Première et deuxième conférences

Alors que la première conférence, réunie en 1975, s'était conclue par un document final commun — quoique établi avec difficultés —, la deuxième conférence en 1980 ne s'était pas soldée par une déclaration commune (2). C'est surtout l'article VI stipulant l'engagement en faveur du désarmement qui n'a pas été appliqué. Avant la troisième conférence, il y avait eu comme précédemment de nombreuses violations du Traité, et les négociations en matière de désarmement étaient arrivées dans une impasse. De plus, certains pays du Tiers Monde ayant commencé à accélérer leurs programmes nucléaires apparaissent aujourd'hui comme des puissances semi-nucléaires. Cela vaut en particulier pour le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud, pays n'ayant pas adhéré au Traité sur la Non-prolifération.

Troisième Conférence

90 Etats, sur les 128 signataires du Traité, ont pris part à la troisième Conférence. A l'encontre de ce qui s'était passé en 1980, on a adopté un document final commun. Aux yeux des participants à la Conférence, l'objectif

principal du Traité, qui consiste à empêcher l'émergence de nouvelles puissances atomiques, a été atteint. La validité et l'importance du Traité ont été réitérées. On a discuté avant tout de l'article VI (désarmement). A ce propos, nombre de participants à la Conférence se sont montrés déçus de l'état actuel du désarmement ou plutôt de l'armement. Le document final exhorte les Etats possédant des armes atomiques à organiser de nouvelles négociations. Par une résolution, le Mexique — soutenu en ceci par cinq pays non alignés — a tenté en vain de susciter des déclarations unilatérales en faveur d'un moratoire de tous les essais nucléaires ainsi que du gel des arsenaux d'armes atomiques à leur niveau actuel. Or, seule une recommandation à caractère non obligatoire sur l'arrêt des essais nucléaires a été reprise dans le document final.

Les intérêts des pays en développement ont retenu l'attention de la Conférence. Le document final relève avec satisfaction l'amélioration tant qualitative que quantitative de l'assistance technique fournie aux pays en développement dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA). Au cours des cinq dernières années, cette Agence a plus que doublé les montants destinés à l'assistance technique. Lors de sa conférence annuelle réunie en septembre 1985 à Vienne, on a cependant décidé de fixer la limite d'augmentation de ces montants à 12% par an pour la période de 1987 à 1989, afin de freiner l'explosion des coûts.

Position de la Suisse

Avant et après la troisième Conférence, deux interpellations Braunschweig (PS) (3) ont exigé du Conseil fédéral une prise de position. Elles ont formulé des critiques à l'égard du système de contrôle de l'IAEA de Vienne, émettant des réserves quant à l'utilité de la technologie nucléaire par rapport au développement global et autonome du Tiers Monde, mettant en exergue le caractère problématique de la distinction entre usage militaire et usage pacifique de la technologie nucléaire, et soulevant, enfin, le problème de la course aux armements. Voici les éléments de la réponse écrite du Conseil fédéral :

- ce dernier ne doute pas de l'efficacité du système de contrôle établi par l'IAEA ;
- l'extension de la technologie nucléaire aux pays en développement est, en premier lieu, fonction de la politique énergétique adoptée par ces pays ;
- la Suisse n'autorise l'exportation de produits nucléaires soumis au contrôle que lorsqu'elle obtient la garantie que ces produits servent à des buts exclusivement pacifiques et non militaires et font l'objet des contrôles requis. De plus, l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie atomique est une question de volonté politique ; celle-ci constitue la condition et le fondement du Traité sur la Non-Prolifération ;
- du point de vue du Conseil fédéral, les maigres résultats des négociations menées dans le domaine du désarmement mettent néanmoins en question la crédibilité du Traité sur la Non-Prolifération.

Exigences des œuvres d'entraide suisses en matière de politique de développement

En Suisse, tout comme dans d'autres pays, l'énergie nucléaire suscite de vives controverses. L'accident survenu dans la centrale de Tchernobyl/URSS, le 26 avril 1986, a renforcé l'opposition contre l'énergie nucléaire, ne serait-ce que par le fait que la dimension globale d'un accident nucléaire est maintenant démontrée. L'argument relatif à la sécurité des installations nucléaires est d'une importance cruciale, également pour les pays en développement. Dans un communiqué, les œuvres d'entraide suisses exigent pour ces derniers les mêmes normes de sécurité que celles observées dans les pays industrialisés.

Du point de vue de la politique de développement, les raisons suivantes s'opposent à la création, ou à l'extension, de la technologie nucléaire dans les pays du Tiers Monde (4) :

- les centrales nucléaires sont intensives en capital et leur coût se répercute ainsi fortement sur l'endettement ;
- adaptation de la technologie nucléaire aux possibilités locales : l'importation de centrales nucléaires va à l'encontre des objectifs d'un développement autonome ; elle conduit à une dépendance accrue vis-à-vis des pays industrialisés et ne répond pas à l'exigence fondamentale de se servir en premier lieu des ressources locales,
- le fait que la recherche dans le domaine nucléaire se concentre sur des projets à très grande échelle entraîne le plus souvent la création de projets de prestige qui ne bénéficient qu'à une élite minoritaire dans les pays en développement ;
- l'acquisition de la technologie nucléaire civile facilite l'accès aux armes atomiques à usage militaire ;
- de plus, on rencontre ici un parallèle avec la politique de développement et notamment la problématique de l'octroi de la garantie contre les risques à l'exportation relative aux grands projets. La question se pose dès lors si, étant donné le caractère problématique de tels projets, la Confédération ne devrait pas renoncer d'elle-même à accorder la GRE pour les exportations de matériel et produits nucléaires (5).

D'autre part, Justicia et Pax (6) a déjà exigé, en 1982, de soumettre les exportations de produits et matériel nucléaires à la Loi fédérale sur l'exportation de matériel de guerre. De cette manière, l'octroi de la GRE serait exclu.

Il convient de noter dans ce contexte qu'à la suite de l'accident survenu dans la centrale de Tchernobyl, l'Égypte a réévalué son programme de construction de centrales nucléaires ; elle a décidé de reporter à une date indéterminée la reprise des négociations avec la Suisse concernant l'accord — de toute manière fort controversé —, relatif à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire (7).

Notes

1. Pour d'autres renseignements, voir le dossier «L'énergie nucléaire dans le Tiers Monde», i3m, Berne, novembre 1985, qui contient des informations supplémentaires concernant l'industrie nucléaire suisse et ses transactions commerciales avec les pays en développement, ainsi qu'une série d'études de cas (Inde, Philippines, Egypte, Brésil).
2. Voir à ce propos l'Annuaire Suisse - Tiers Monde No 1, Genève, 1981.
3. Interpellations Braunschweig, des 13 mars et 19 décembre 1985, AF 85.383 et 85.996, ainsi que les réponses écrites du Conseil fédéral.
4. Les réserves émises au sujet de l'énergie nucléaire à l'usage des pays en développement, considérées sous l'angle de la politique de développement, sont explicitées dans un document publié par la Communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le Prochain/Helvetas, en relation avec la révision partielle de la Loi sur l'énergie atomique (exportation de matériel et produits nucléaires), Berne, 19 septembre 1985.
5. i3m actualités, 7/85, p. 12.
6. Justitia et Pax est la Commission consultative de la Conférence épiscopale catholique.
7. TA, 12 juin 1986.

Sources

Document final de la troisième Conférence sur la révision du Traité, Genève, 1985.

L'énergie nucléaire dans le Tiers Monde, dossier i3m, Berne, novembre 1985.

Non-Proliferation Beyond the 1985 Review, David Fischer, Harald Müller, Center for European Policy Studies, Papers No. 26, 1985.

NZZ 28-29 septembre 1985.

3. UNESCO : 23^e CONFERENCE GENERALE ET 40^e ANNIVERSAIRE

La 23^e session de la Conférence générale de l'UNESCO a eu lieu à Sofia du 8 octobre au 9 novembre 1985. Elle fut consacrée à la discussion et à l'adoption du projet de programme et de budget pour les années 1986-1987. La question des réformes à entreprendre pour améliorer le fonctionnement de l'Organisation était également à l'ordre du jour. L'atmosphère de la Conférence fut marquée par les conséquences du départ des Etats-Unis fin 1984 ainsi que la menace d'un retrait britannique.

Le 40^e anniversaire de la signature à Londres de l'Acte constitutif de l'UNESCO a été célébré au siège de l'Organisation à Paris, le 12 décembre 1985.

154 Etats membres étaient représentés à la Conférence générale. Ses résultats ont été considérés comme satisfaisants, notamment par la Suisse. Toutefois, la Conférence n'a pas permis de surmonter la crise la plus grave qu'ait connue l'Organisation au cours de ses quarante années d'existence. A cet égard, notons que quelques semaines après la session de Sofia, l'Angleterre a mis sa menace à exécution, annonçant officiellement son retrait de l'UNESCO pour fin 1985 (1). D'autre part, le mécontentement exprimé par le personnel du Secrétariat de l'Organisation témoigne également de cette crise.

Quant au point à l'ordre du jour concernant les budgets de l'UNESCO, signalons que la Conférence a approuvé un plafond budgétaire provisoire de quelque 398 millions de dollars pour 1986-87, ce qui représente une croissance, en termes réels, proche de zéro. Cependant, l'ouverture de crédit ne porterait que sur un montant de 307 millions de dollars, soit le montant du plafond budgétaire moins la contribution américaine. Cette réduction s'imposait vu le retrait américain, pays qui finançait le quart environ du ménage de l'UNESCO. Par conséquent, tous les programmes ont dû être réduits, notamment parmi ceux qui sont les plus controversés. Parmi ces derniers, citons le grand programme III intitulé «La communication au service des hommes» et qui reprend la notion du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, ainsi que le grand programme XIII : «Paix, compréhension internationale, droits de l'homme et droits des peuples» (2). Les réductions budgétaires ont aussi abouti à une certaine concentration des activités de l'UNESCO sur des réalisations de caractère pratique, objectif recherché par les pays occidentaux. De plus, au chapitre de la protection des droits de l'homme, la délégation suisse a su défendre avec succès l'idée que la notion de droits collectifs des peuples ne doit pas faire disparaître ou primer celle de droits individuels de l'homme. En revanche, la Conférence n'a pris aucune mesure pour assurer la poursuite des réformes de l'Organisation, réformes demandées par les pays occidentaux, dont la Suisse. La mise sur pied d'un organe chargé de surveiller la réalisation effective de réformes internes a été bloquée notamment par l'opposition manifestée par le Directeur général. Rappelons ici les princi-

pales critiques prononcées depuis plusieurs années par les pays occidentaux à l'égard de l'UNESCO. Celles-ci concernent le caractère idéologique de certains programmes de travail, la trop grande dispersion des activités, l'inefficacité, le manque de transparence et le coût élevé de l'administration et, enfin, la politique menée par le Directeur général à l'égard du Secrétariat.

La position de la Suisse à la Conférence de Sofia et face à la crise de l'UNESCO

La délégation suisse à la Conférence fut dirigée par M. Franz Muheim, directeur de la Direction des organisations internationales du DFAE. L'attitude de la Suisse fut caractérisée par M. Muheim comme critique mais constructive. Dans sa déclaration à la Conférence, il a présenté un plaidoyer pour un renouveau de l'Organisation, notamment pour une UNESCO «qui retrouve et préserve son universalité, car la Suisse attache la plus grande signification à l'universalité des institutions des Nations Unies». D'autre part, il a demandé que des priorités soient établies et que l'UNESCO se concentre «sur un nombre restreint de réalisations de grande envergure». Le chef de la délégation suisse a exprimé son souhait que la «Conférence générale soit non pas la fin d'un semblant de réforme mais le commencement d'un véritable renouveau». Par conséquent, il a demandé que des dispositions soient prises permettant «de maintenir la dynamique du processus de réforme».

Au lendemain de la Conférence, la Suisse s'est déclarée satisfaite des résultats. Selon le Conseil fédéral, ceux-ci «démontrent que c'est en demeurant à l'intérieur de l'Organisation que l'on peut agir en faveur d'une amélioration des programmes et s'employer à favoriser une meilleure gestion de l'Organisation» (3). Le Conseil fédéral a ainsi décidé de poursuivre sa politique à l'égard de l'UNESCO. Quant au rôle de la délégation suisse dans les travaux de la Conférence, la plupart des projets de résolution présentés par elle ont été adoptés. A titre d'exemple, il en est ainsi du projet qui demande au Directeur général d'élaborer un plan d'action destiné à aider les pays membres à éliminer l'analphabétisme d'ici l'an 2000. Cette proposition découle de l'idée que l'UNESCO devrait s'assigner un grand objectif majeur capable de susciter l'adhésion de tous les pays membres. D'autre part, la Suisse a siégé au Groupe de rédaction et de négociation, organe restreint de la Conférence. Face à ce bilan relativement positif, les autorités suisses ont cependant souligné que la crise de l'UNESCO n'a pas été résolue par la Conférence et que «seules la consolidation et la poursuite du processus de réforme» permettraient une telle issue.

Par ailleurs, notons que l'interpellation Bonny du 12 décembre 1985 a prié le Conseil fédéral de répondre à trois questions concernant l'attitude de la Suisse face à l'UNESCO. Celles-ci portaient sur l'universalité de l'Organisation, après les retraits successifs des Etats-Unis et du Royaume-Uni, sur l'inefficacité et le gaspillage de son administration ainsi que sur le règne de l'actuel Directeur général. Dans sa réponse, le Conseil fédéral regrette le

retrait des Etats-Unis et du Royaume-Uni de l'UNESCO, ce qui porte atteinte au caractère universel de celle-ci. Il estime en outre que les décisions prises à Sofia tiennent largement compte des considérations présentées par la Suisse ainsi que par d'autres pays au sujet des réformes qui sont nécessaires au niveau de l'administration de l'UNESCO. La Suisse est également intervenue auprès du Directeur général, Amadou-Mahtar M'Bow, pour lui expliquer l'importance qu'elle attache à la réalisation des réformes. Enfin, le Conseil fédéral rappelle que le mandat du Directeur général arrive à échéance fin 1987 et que des consultations ont déjà eu lieu pour lui trouver un successeur.

Rappelons aussi que l'assemblée générale de la **Commission nationale suisse pour l'UNESCO** a eu lieu le 25 et 26 avril 1986, en présence du délégué permanent de la Suisse auprès de l'UNESCO, M. Charles Hummel. Selon ce dernier, la mise en œuvre des réformes de l'administration de l'UNESCO ne progresse pas d'une manière satisfaisante. De plus, il paraît peu probable que les réformes jugées nécessaires par les pays occidentaux soient réalisées sous le règne de l'actuel Directeur général. Ce dernier a laissé planer le doute quant à sa candidature éventuelle pour un nouveau mandat, à commencer début 1988.

Références

1. La part britannique au budget de l'UNESCO s'élevait à 4,6%. Avec Singapour, trois pays ont désormais quitté l'Organisation.
2. Pour les quatorze grands programmes de l'UNESCO, voir l'Annuaire 1983, p. 44.
3. Communiqué du Service de presse et d'information, DFAE, 27 novembre 1985.

Sources

Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Conseil national, session de printemps, 1986.

Déclaration de l'Ambassadeur Franz Muheim à la 23e session de la Conférence générale de l'UNESCO, Sofia, 10 octobre 1985.

Divers communiqués du Service de presse et d'information du DFAE.

Les nouvelles de l'UNESCO, no 165 — 4 novembre 1985, no 169-170 — 13 janvier 1986.

NZZ 12.11.85, 14.11.85, 28.4.86, 31.5.86.

Tages-Anzeiger 12.11.85, 28.4.86.

UNESCO Presse IV 1985, I 1986.

4. FAO

4.1. Conférence de la FAO

La FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a célébré en 1985 son 40e anniversaire. Cette organisation compte 158 Etats membres. La Suisse est membre de la FAO depuis 1947. La 23e Conférence générale de la FAO a adopté une charte pour la sécurité alimentaire mondiale ainsi qu'un code de conduite sur le commerce et l'utilisation des pesticides. Le budget et les programmes de travail ont été approuvés.

L'objectif principal de la FAO, organisation fondée à Québec le 16 octobre 1945, consiste à améliorer les conditions de vie et de ravitaillement, particulièrement en zones rurales. Actuellement, les efforts de la FAO se portent en premier lieu sur les pays en développement. L'organisation se définit comme une tribune internationale, un centre d'informations et de conseils, une institution œuvrant pour le développement. Cependant, selon M. J.-C. Piot, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, l'expansion de cette organisation a donné naissance, au fil des ans, à des phénomènes de bureaucratisation et de gaspillage ; cette déclaration a été prononcée à Berne à l'occasion des cérémonies qui marquaient le 40^e anniversaire de la fondation de la FAO. M. Piot a ajouté que, malgré les critiques formulées, l'organisation accomplit un travail constructif et qu'elle mérite entièrement l'appui de la Suisse. Le rôle que la FAO va jouer à l'avenir a été examiné de façon critique lors de la conférence générale. Certains pays donateurs ont notamment déploré le manque d'efficacité du travail de la FAO et l'absence d'évaluations externes.

Dans le cadre de la conférence qui s'est tenue à Rome du 9 au 28 novembre 1985, le débat général a permis de faire un tour d'horizon de l'évolution à moyen et à long terme de la situation alimentaire mondiale. En dépit des améliorations apportées, le but fixé à la conférence de 1974 sur l'alimentation mondiale n'a pas été atteint. Ce but était le suivant : en l'espace d'une décennie, on ne verrait plus d'enfant se coucher en ayant faim. Par ailleurs, l'importance de l'agriculture pour le développement est encore sous-estimée et un nouvel essor du secteur agricole s'avérerait nécessaire.

Condamnation du protectionnisme agraire

La stagnation du commerce des produits agricoles, la détérioration des termes de l'échange et, plus particulièrement, le protectionnisme agraire des pays industrialisés ont également figuré à l'ordre du jour du débat général. Les pays en développement reprochent à l'Europe, et notamment à la Communauté européenne, de détruire le marché mondial par sa politique de subventions. Le GATT a annoncé son intention de mener des négociations sur le commerce agricole ; cette idée a reçu un accueil favorable et il a été recommandé que les pays en développement soient très nombreux à participer à ces négociations.

Charte sur la sécurité alimentaire mondiale

La Conférence a adopté le «Pacte sur la sécurité alimentaire mondiale» malgré l'opposition des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie qui considèrent que ce pacte est superflu et qu'il offre des garanties juridiques insuffisantes. Le pacte représente un appel aux gouvernements, aux œuvres d'entraide privées et aux individus, afin qu'ils s'engagent à assurer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. La délégation suisse désirait que le pacte fasse mention du rôle important de la presse, qui est de sensibiliser l'opinion publique aux questions de la sécurité alimentaire. Cependant,

cette intervention de la délégation suisse est arrivée trop tard. En avril 1985, les participants à la session du comité de la FAO pour la sécurité alimentaire avaient déjà pris position.

Code des pesticides

Le code des pesticides a été accepté à l'unanimité. Le 9e projet a été présenté à l'Assemblée générale aux fins d'adoption. Ce projet avait été élaboré avec la collaboration des associations de la chimie. Après bien des retouches, le code s'avère relativement peu contraignant ; son adoption n'a donc suscité aucune autre discussion lors de la séance plénière. La disposition sur le «consentement préalable» a été rayée du projet de code. Celle-ci comprenait la notification d'exportation, prévoyant que toute transaction commerciale soit précédée d'une déclaration donnant des informations aux pays importateurs sur les pesticides soumis à des interdictions ou à des restrictions. L'obligation d'informer est certes contenue dans le code des pesticides tel qu'il a été adopté (article 9), mais elle n'est pas liée à la transaction commerciale. La disposition du «consentement préalable» stipulait que la transaction commerciale ne pouvait avoir lieu avant que le pays d'importation ait pris clairement position. A présent, les opérations de transaction et d'information sur les pesticides peuvent être simultanées.

La FAO donne la priorité à l'Afrique

Les problèmes alimentaires propres à l'Afrique ont occupé une place importante dans la discussion. Un rapport sur la situation en Afrique a été présenté. L'Afrique traverse depuis longtemps une crise de développement. La production agricole a accusé un taux de croissance de 1,1% (moyenne annuelle, entre 1980 et 1984), alors que l'augmentation de la population a été de 3,1% pour la même période. Malgré une hausse de 4% des importations de denrées alimentaires, l'apport en calories par habitant a diminué de 1,2% par an au cours de cette période. La FAO a concentré ses efforts de façon prioritaire sur le continent africain. Selon ses statistiques, 16 des 21 pays les plus touchés ont désormais surmonté la phase la plus aiguë de la crise, bien que le problème structurel de déficits alimentaires persiste toujours.

Au cours de la conférence, certains ont reproché à la FAO le fait que son système d'alerte rapide n'ait pas fonctionné en ce qui concerne l'évaluation de la situation dans la zone du Sahel. Suite à de bonnes récoltes ainsi qu'à une aide alimentaire massive, on en est arrivé à de graves problèmes d'excédents au cours du deuxième semestre de 1985.

La conférence a approuvé une résolution sur la situation critique de l'Afrique, recommandant le renforcement de l'action de la FAO sur ce continent et la tenue d'une conférence sur l'endettement de l'Afrique. Le service de la dette a absorbé, en 1985, 32% en moyenne des recettes d'exportation des pays africains. La Suisse s'est abstenue de voter, ainsi que 14 autres pays, car la résolution demandait notamment que l'on prenne des mesures internationales afin de faire cesser les dégâts causés à l'agriculture par les

attaques sud-africaines et de remédier aux problèmes de sécurité alimentaire en Afrique australe.

Le budget

Le budget de la FAO se compose des contributions ordinaires et des contributions volontaires, dites extrabudgétaires (PNUD et contributions multilatérales). Les ressources extrabudgétaires représentent environ 60% du budget global de la FAO et servent essentiellement à financer les programmes sur le terrain. La part de la Suisse, soit un peu plus de 6 millions de francs par an, représente 1,33% du budget ordinaire. Par ailleurs, la Suisse verse un montant généralement plus élevé qui sert à soutenir les projets sur le terrain. Le budget ordinaire de la FAO pour 1986-87 présente une croissance réelle de 1,1%. En s'abstenant de voter lors de l'adoption du budget, les pays donateurs occidentaux ont fait comprendre qu'ils voulaient s'en tenir au principe de la croissance zéro. La Suisse a également renoncé à voter. Elle réclamait une meilleure utilisation des fonds qui correspondrait à une définition plus précise des besoins prioritaires et permettrait de mettre sur pied des programmes d'action plus efficaces.

La hausse de 14% d'un poste fort contesté du budget, soit le Programme de coopération technique (PCT), a suscité un débat animé. Le PCT est financé par le budget ordinaire. En fait, la FAO ne devrait pas faire figurer les projets de développement au budget ordinaire puisque l'aide technique ressort du financement extrabudgétaire destiné aux programmes sur le terrain. Depuis l'entrée en fonction de M. Souma, directeur général, la FAO met l'accent sur l'octroi de l'aide technique, donc entre autres sur l'extension du PCT. Les critiques formulées portent principalement sur le manque de transparence de ce programme et sur la démarcation insuffisamment claire entre le PCT et les projets sur le terrain. Plusieurs pays donateurs ainsi que certains pays destinataires recommandent plutôt qu'on soutienne le travail des experts proposés par les pays en développement eux-mêmes. Les pays donateurs ont certes reconnu la valeur de l'évaluation externe du PCT mais ont estimé qu'il fallait y recourir, comme cela était prévu à l'origine, en cas de nécessité urgente et à titre de catalyseur pour des investissements dans des projets plus importants.

Le programme de travail

Les quatre piliers du programme de travail de la FAO ont été définis comme suit :

- hausse de la production de biens alimentaires,
- amélioration de la sécurité en matière d'alimentation,
- augmentation de l'efficacité sur le plan pratique (travail sur le terrain),
- promotion de la coopération économique et technique entre les pays en développement.

La FAO continue à accorder la priorité à l'Afrique dans ses programmes d'action et elle s'efforce de réactiver la production agricole dans ce continent.

Le programme de travail susmentionné a rencontré l'approbation générale. Les vœux suivants ont ensuite été exprimés : meilleure évaluation des **effets** du développement, intégration accrue des **femmes** dans le processus de développement, choix plus scrupuleux et examen approfondi des réseaux existant entre les pays en développement sur le plan de la coopération technique.

Ressources génétiques des plantes

A l'ordre du jour figuraient l'application de la «Convention internationale sur les ressources phyto-génétiques», adoptée lors de la dernière conférence en 1983, ainsi que la présentation des travaux de la commission constituée à ce moment-là.

Le rôle de la commission et l'objectif de la convention peuvent se résumer comme suit : comment assurer le libre accès aux ressources phyto-génétiques et comment conjurer la menace mondiale qu'elles représentent ? Cette question a été de nouveau débattue entre les pays en développement et les pays industrialisés, suscitant une vive controverse. Quatre-vingt nations, particulièrement les pays en développement, se sont prononcées en faveur de l'accord et ont confirmé leur intention d'établir une réserve génétique internationale (Gene Fund) et de promouvoir la conservation de matériel génétique dans l'hémisphère sud. Sur ce point, les Etats-Unis, le Canada et d'autres pays industrialisés ont eu une réaction de rejet (cf. à ce propos l'Annuaire 1984).

La Suisse n'a pas encore signé cet accord et a exprimé des réserves de nature juridique.

L'attitude de la Suisse

La cérémonie qui a eu lieu à Berne pour le 40^e anniversaire de la FAO a donné l'occasion à M. J.-C. Piot, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, de faire le bilan des 40 années d'activité de la FAO. Faisant un tour d'horizon de la problématique du développement, il a déclaré que de nombreux projets et investissements n'avaient pas porté fruit et avaient même entraîné une aggravation de l'endettement pour plusieurs pays en développement. A titre d'initiative positive, M. Piot a cité la «révolution verte» qui a conduit à une amélioration de la situation alimentaire, notamment en Inde et en Chine. Cependant, il demeure de nombreux problèmes très sérieux que la FAO doit aider à résoudre.

La Suisse apporte son soutien au pacte sur la sécurité alimentaire mondiale ; lors de la phase d'élaboration, elle avait émis des souhaits de modifications ainsi que des doutes quant à l'utilité et au bien-fondé d'un tel pacte (cf. l'Annuaire 1985).

En ce qui concerne les consultations sur le budget, la Suisse a plaidé en faveur d'une croissance zéro. L'aide de la FAO doit augmenter non en volume, mais en efficacité. Au cours de ces trois dernières années, la Suisse a augmenté la part de ses contributions aux programmes sur le terrain et au PNUD.

La Suisse a approuvé sans réserves la dernière version du code des pesticides (cf. également l'Annuaire 1985).

Le Conseil de la FAO étant fondé sur le principe de rotation, la Suisse y aura un siège en 1987.

4.2. FIDA

La 9e Conférence du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) a eu lieu en janvier 1986. Au sein de cet organe spécialisé de l'ONU, fondé en 1977, 20 pays industrialisés membres de l'OCDE, 12 Etats de l'OPEP et des pays du Tiers Monde collaborent en vue de mobiliser des ressources supplémentaires pour améliorer l'alimentation de base des pays en développement. La Suisse compte au nombre des membres fondateurs.

La deuxième étape de financement (visant à compléter le fonds) et le programme spécial pour les pays au sud du Sahara (300 millions de dollars pour la période 1986-1989), ont été au centre des délibérations. Après d'âpres négociations, il a été décidé de fixer une modeste quote-part de 460 millions de dollars. Le programme pour l'Afrique a également été approuvé, mais la question du financement est restée en suspens. Les pays de l'OPEP sont d'avis que l'approvisionnement du fonds pour l'Afrique incombe aux pays de l'OCDE. Les Etats-Unis refusent toute participation au programme. La délimitation entre ce programme et des programmes multilatéraux semblables apparaît peu claire (par exemple, ceux de la Banque mondiale, de la FAO, etc.). Compte tenu des moyens modestes dont dispose le FIDA et des controverses relatives à la répartition des charges, le maintien de l'existence de ce Fonds semble remis en question.

La Suisse participe à la deuxième étape du financement du Fonds. Le Conseil fédéral a autorisé les crédits nécessaires, prélevés sur le crédit-cadre pour la coopération technique et l'aide financière. En revanche, la Suisse ne soutient pas le programme spécial du FIDA pour les pays africains au sud du Sahara, parce qu'elle préfère généralement s'en tenir au soutien des programmes réguliers dans le cadre de l'aide multilatérale.

Sources

Documents de la Conférence de la FAO, Rome, novembre 1985.

Lettre d'information de la FAO, Rome, octobre 1985.

J.-C. Piot. 40 ans de FAO et la Suisse, Berne, octobre 1985.

Office fédéral de l'agriculture.

NZZ 17.10.85, 7.11., 19.11., 30.11.85, 28.1.86, 5.5.86.

5. CONFERENCE SUR LA TRANSFORMATION DE L'ONUDI

La transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en une organisation spécialisée indépendante des Nations Unies a été le thème de deux sessions de la conférence de 1985. En août 1985, on a défini les nouveaux organes de l'Organisation (voir Annuaire 1985). La seconde session, en décembre 1985, a été consacrée aux questions techniques qu'implique l'élaboration des programmes et des budgets. L'ONUDI veut accorder plus d'importance à la coopération avec le secteur privé et à la mise en œuvre des principes de l'économie de marché. Dans sa nouvelle orientation, l'ONUDI recherche également une collaboration plus étroite avec l'industrie suisse.

L'objectif de l'ONUDI consiste à encourager le processus d'industrialisation dans les pays en développement. 137 pays sont membres de l'Organisation.

En 1985, l'ONUDI a été transformée en une organisation spécialisée indépendante des Nations Unies, dotée de son propre budget. Auparavant, elle dépendait du Secrétariat et de l'Assemblée générale de l'ONU.

La conférence générale a abordé en deux sessions la question de la transformation en une organisation indépendante. En août 1985, on en a établi les nouveaux organes. La Suisse occupe pour quatre ans un siège au Conseil de l'ONUDI (853 membres), qui continue à déterminer la politique de l'Organisation. Le président du Conseil est le diplomate suisse, M. E. Röhliberger, délégué aux accords commerciaux à l'OFAEE. La Suisse est également représentée pour deux ans au comité qui s'occupe des programmes et des budgets (27 membres).

M. Domingo Siazon (Philippines), représentant du groupe asiatique, est le nouveau directeur général, entouré de cinq directeurs adjoints venant des pays industrialisés occidentaux (deux représentants, actuellement des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne), des pays de l'Est (Union soviétique), des pays latino-américains (Brésil) et des pays africains (Sénégal). Chaque directeur adjoint dirige une section de l'ONUDI.

Outre les problèmes juridiques et techniques posés par cette transformation, la seconde session de la conférence a abordé la question budgétaire. Le budget ordinaire s'élève à 113 millions de dollars environ pour la période de 1986-1987. Pour l'année 1986, des contributions volontaires s'élevant à quelque 14 millions de dollars environ, sont garanties par le Fonds de développement industriel de l'ONUDI. De plus, pour les deux années à venir, l'Organisation devrait recevoir 200 millions de dollars environ, provenant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La part suisse du budget s'élève à 1,12%. Pour les projets d'assistance technique, la Suisse a fourni en 1983 des contributions volontaires s'élevant à 4,5 millions de francs, dont une partie seulement a été dépensée jusqu'ici. De plus, la Confédération fournit une contribution supplémentaire de 3,3 millions de francs s'étalant sur cinq ans, destinée au Bureau de promotion des investissements de l'ONUDI, établi à Zurich et financé par la Suisse depuis 1978. A la suite d'une évaluation menée en 1985, dont les résultats

étaient positifs, le mandat du Bureau a été reconduit pour cinq ans. Cet organisme réalise, entre autres, des *joint ventures* impliquant des entreprises industrielles de Suisse et des pays en développement.

Le Conseil de l'ONUDI a pour mission d'une part d'élaborer une **nouvelle conception** du développement industriel, en respectant davantage les principes de l'économie de marché et en renforçant la collaboration avec le secteur privé. D'autre part, il s'agit de rehausser la qualité des projets. L'ONUDI se propose de réorienter ses activités vers les petites et moyennes entreprises ainsi que vers les coopératives situées en milieu rural. Enfin, l'ONUDI cherche à encourager la coopération économique parmi les pays en développement.

Il est question de mieux intégrer les **femmes** au processus d'industrialisation. De cette manière, l'ONUDI veut contribuer à la réalisation des résolutions formulées par la Conférence internationale des Nations Unies sur les femmes qui s'est tenue en 1985 à Nairobi. La conférence générale se réunira désormais tous les deux ans; la prochaine fois, à Bangkok en 1987. Le comité traitant des programmes et des budgets, ainsi que le Conseil de l'ONUDI, se réunissent tous les ans.

Position de la Suisse

Lors de la séance plénière de la conférence générale, la délégation suisse a fait valoir que le contrôle direct des activités de l'ONUDI par ses membres, rendu possible désormais grâce à la transformation, permettra une utilisation plus efficace des ressources en vue de l'industrialisation des pays du Tiers Monde. Le développement économique bien compris doit en effet se fonder sur les ressources locales, notamment agricoles. Il faut encourager et favoriser le transfert de techniques adaptées appuyées par des investissements productifs, mais rejeter les techniques de prestige qui ne sont pas appropriées dans ce contexte. D'une manière générale, les projets d'industrialisation n'acquièrent un sens qu'en tant que partie intégrante d'un processus de développement équilibré.

A l'occasion de sa visite officielle en Suisse en septembre 1986, le directeur général de l'ONUDI, M. Siazon, a invité l'industrie suisse à collaborer plus étroitement avec l'ONUDI. Alors que le gouvernement suisse se montre très actif au sein de l'Organisation, l'industrie suisse reste fort passive, a-t-il affirmé. C'est notamment en raison du niveau qualitativement et techniquement élevé de l'industrie suisse que l'ONUDI serait intéressée à voir se renforcer sa collaboration avec celle-ci. D'après M. Siazon, la réserve adoptée jusqu'ici par l'industrie suisse à l'égard des projets de développement de l'ONUDI s'explique principalement par le peu de débouchés qu'offrent certains de ces projets.

Sources

ONUDI, Rapport du Comité des programmes et des budgets, Session du 30 septembre au 11 octobre 1985, 18 octobre 1985.

ONUDI, Bulletin d'information, janvier 1986.

ONUDI, Communiqués de presse, 18.2. et 7.5.1986.
NZZ, 12.12. et 14./15.12.1986.
TA, 4.9.1986.

6. OMS : CONFERENCE D'EXPERTS ET 39^e ASSEMBLEE MONDIALE

Conférence d'experts sur l'usage rationnel des médicaments

La Conférence d'experts sur l'usage rationnel des médicaments, mise sur pied par l'OMS, s'est réunie à Nairobi du 25 au 29 novembre 1985. Une centaine de personnes y ont participé, parmi lesquelles des représentants des autorités responsables en matière de réglementation des médicaments, de l'industrie, des organisations de consommateurs et de patients, des professions médicales ainsi que d'organisations non gouvernementales. Un rapport résumant les conclusions des experts a été rédigé à l'intention de la 39^e Assemblée mondiale de l'OMS.

Les experts réunis à Nairobi ont cherché à définir les différentes composantes de ce que serait une politique pharmaceutique judicieuse. A ce titre, citons les questions relatives à la prescription, à la publicité et la commercialisation, à la sélection, au contrôle de qualité ainsi qu'au stockage des médicaments. La question controversée concernant un code de conduite pour l'industrie pharmaceutique n'était pas à l'ordre du jour. Rappelons que les organisations de consommateurs souhaitent l'élaboration d'un tel code. A leurs yeux, il s'agirait d'un instrument permettant de lutter contre les exportations non-refrénées de médicaments vers le Tiers Monde. Les firmes pharmaceutiques ainsi que plusieurs gouvernements de pays industriels, dont celui de la Suisse et des Etats-Unis, s'opposent fermement à un tel code.

Les principales conclusions de la Conférence sont les suivantes.

Il importe que la responsabilité de la mise en œuvre de la politique de médicaments et leur usage rationnel soit assumée par tous les partenaires, parmi lesquels les prescripteurs et les gouvernements mais aussi les producteurs, les médecins et les instituts de formation et de recherche ainsi que les patients. De plus, aux yeux de la plupart des experts, les gouvernements devraient adopter des politiques pharmaceutiques fondées sur le concept de programmes nationaux de médicaments essentiels. D'autre part, les experts ont souligné la nécessité de disposer, dans chaque pays, d'une autorité nationale de réglementation pharmaceutique à laquelle incomberait, entre autres, l'enregistrement et le contrôle de qualité des médicaments. Toutefois, plusieurs participants ont souligné le danger d'une réglementation trop sévère qui pourrait aller à l'encontre du but recherché et freiner l'approvisionnement en médicaments. D'autres, au contraire, ont soutenu que, vu le nombre à leurs yeux excessif de médicaments sur le marché, l'autorité devait chercher à ne laisser entrer que les médicaments essentiels et à encourager la production locale de ces médicaments.

L'OMS a été chargée de préparer des directives sur les exigences minimales d'une telle réglementation pharmaceutique. Au chapitre de la promotion et de la publicité des médicaments, les experts ont admis qu'il n'était pas du ressort de l'OMS d'établir une réglementation pharmaceutique supranationale. Toutefois, ils se sont prononcés en faveur de l'application de critères éthiques en matière de publicité pour les médicaments.

Les participants ont aussi passé en revue les responsabilités de tous les acteurs concernés par l'usage des médicaments. Au sujet de l'industrie pharmaceutique, celle-ci devrait fournir une information complète et non tendancieuse sur les médicaments à tous les intéressés, se plier aux critères établis de promotion, éviter d'établir une politique différente selon les pays et, enfin, répondre aux besoins des pays en développement en médicaments bon marché et de qualité acceptable.

Les **experts suisses** à la Conférence, invités à titre individuel, étaient au nombre de trois: Mme Immita Cornaz de la DDA, M. Beat Roos, directeur de l'Office fédéral de la santé publique, et M. Ernest Vischer de Ciba-Geigy. La position de la Confédération au sujet des médicaments essentiels dans les pays en développement a été élaborée en 1984. La Suisse contribue au programme d'action des médicaments essentiels de l'OMS. D'autre part, dans la coopération bilatérale, elle soutient aussi les mesures prises par divers pays pour surmonter les problèmes liés à leur approvisionnement en médicaments. Par ailleurs, notons que le mouvement pour un développement solidaire, la Déclaration de Berne, a demandé que la Suisse introduise le contrôle des exportations de médicaments vers les pays du Tiers Monde. Puisque peu de ces pays ont les moyens d'établir un contrôle des médicaments, la responsabilité d'un commerce et usage judicieux des médicaments incombe aux pays exportateurs. La Suisse figure parmi les premiers exportateurs de produits pharmaceutiques dans le monde. Aux yeux de la Déclaration de Berne, les industries pharmaceutiques suisses n'assument pas leur responsabilité sur ce plan d'une manière satisfaisante. En effet, en Suisse comme au plan international, des organisations de consommateurs et de développement mettent en cause certaines pratiques des industries pharmaceutiques. Celles-ci ont été accusées d'écouler des produits inadaptés, dangereux ou périmés dans les pays en développement et d'utiliser des méthodes de commercialisation éthiquement condamnables.

39e Assemblée mondiale de l'OMS

La 39e Assemblée mondiale de l'OMS s'est déroulée à Genève du 5 au 16 mai 1986. A l'ordre du jour figuraient la Stratégie de la santé pour tous d'ici l'an 2000 ainsi que la Stratégie pharmaceutique révisée de l'OMS, conçue à partir des recommandations faites par les experts lors de la Conférence de Nairobi sur l'usage rationnel des médicaments. Parmi les autres thèmes évoqués, citons les progrès réalisés dans l'approvisionnement de l'eau potable, la lutte contre le SIDA, les méfaits du tabagisme, les conséquences des accidents nucléaires, le programme élargi de vaccination, la promotion

de la femme dans le secteur de la santé et la santé maternelle ainsi que la nutrition du nourrisson et du jeune enfant.

Plus de 1000 délégués des 166 pays membres de l'OMS ont participé à l'Assemblée. Celle-ci s'est déroulée dans une atmosphère doublement marquée par l'accident nucléaire de Tchernobyl (26 avril 1986) ainsi que par la crise économique et financière qui règne dans beaucoup de pays en développement et les politiques d'austérité qui l'accompagnent. Dans de nombreux cas, ces politiques ont entraîné une augmentation du chômage et de la pauvreté ainsi que des réductions substantielles des budgets de la santé.

La Stratégie de la santé pour tous d'ici l'an 2000

Conçue en 1978, la Stratégie de la santé pour tous d'ici l'an 2000 a été soumise à une première évaluation couvrant la période de 1978 à 1984. Il en ressort que les pays en développement les plus pauvres restent marqués par un taux élevé de mortalité maternelle et infantile, une faible espérance de vie à la naissance et une forte fécondité. D'autre part, l'incidence des maladies infectieuses et parasitaires ainsi que la malnutrition y demeure élevée. Cependant, dans un nombre croissant de pays en développement le tableau paraît plus nuancé, avec le déclin de la mortalité infantile et l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, ainsi que des taux de fécondité encore élevés mais en diminution. Ces pays sont toujours aux prises avec les maladies infectieuses et parasitaires. De plus, ils se trouvent confrontés à un accroissement rapide des cas de maladies chroniques et non transmissibles liés au vieillissement, à la prospérité et aux comportements. Pour l'OMS, la constatation qui s'impose est la suivante : des liens étroits et complexes existent entre le développement sanitaire et le développement socio-économique. Par conséquent, il faut agir sur plusieurs fronts pour atteindre les objectifs fixés dans le domaine de la santé et accorder une attention particulière au rôle de la coopération intersectorielle dans les stratégies nationales de la santé pour tous.

Les rapports d'évaluation font également état de la difficulté pour de nombreux pays de poursuivre les objectifs sociaux du développement, notamment dans le domaine de la santé, compte tenu des impératifs de l'ajustement économique et financier. Les délégués à l'Assemblée mondiale ont adopté une recommandation demandant que la lutte contre les inégalités devienne un élément majeur des stratégies nationales de la santé pour tous. Il a été recommandé aux pays membres d'identifier les groupes les plus vulnérables dans leurs sociétés et d'intensifier les efforts pour combattre les conditions économiques et sociales créant des inégalités en matière de santé. De plus, les institutions financières internationales sont priées quant à elles de tenir compte des effets des politiques d'ajustement prescrites sur l'état sanitaire et nutritionnel de la population. Elles devraient s'assurer en particulier que le niveau minimum de santé et de nutrition dans les groupes sociaux les plus vulnérables soit protégé.

La Stratégie pharmaceutique révisée de l'OMS

La Stratégie pharmaceutique révisée de l'OMS, fondée sur les recommandations de la Conférence d'experts sur l'usage rationnel des médicaments, a été approuvée par consensus par l'Assemblée mondiale. Notons que la Stratégie ne mentionne pas l'élaboration d'un code international de commercialisation. Pour le moment, l'idée d'un tel code a été écartée. Les points marquants de la Stratégie sont les suivants. L'OMS doit appuyer les partenaires concernés pour qu'ils puissent remplir les responsabilités énoncées pour chacun d'eux. Il s'agit des gouvernements, des personnels de santé, de l'industrie pharmaceutique, des universités, des ONG professionnelles, des associations de patients et de consommateurs et des mass media. Il incombe à l'OMS d'appuyer les gouvernements dans la formulation et l'application des politiques pharmaceutiques et des programmes d'action pour les médicaments essentiels au niveau national. Rappelons que le programme d'action de l'OMS concernant les médicaments essentiels a été mis sur pied en 1981. Il a pour but d'assurer que des médicaments essentiels de bonne qualité et aussi peu coûteux que possible soient régulièrement disponibles. Plus de 80 pays en développement possèdent actuellement une liste nationale de médicaments essentiels et une quarantaine de pays en développement ont formulé une politique nationale des médicaments essentiels. En ce qui concerne les fonctions normatives de l'OMS, la Stratégie cherche à étendre le système OMS de certification de la qualité des produits pharmaceutiques entrant dans le commerce international. D'autre part, l'OMS élaborera des directives pour le contrôle de la qualité des médicaments ainsi que pour l'établissement d'une autorité de réglementation pharmaceutique. Par ailleurs, les critères éthiques déjà formulés par l'OMS, qui sont applicables à la publicité pour les médicaments, seront actualisés. D'autres points de la Stratégie portent sur la diffusion de l'information, l'amélioration de l'enseignement et de la formation de base des personnels de santé ainsi que sur la promotion de la recherche. Quant aux coûts de la Stratégie révisée, les fonds supplémentaires pour sa mise en œuvre sont estimés à quelque cinq millions de dollars par année. Puisque l'OMS se trouve dans une situation financière difficile, les crédits devront provenir de sources extrabudgétaires.

Notons, enfin, que l'Assemblée a adopté une résolution cherchant à empêcher la distribution gratuite de préparations pour nourrissons aux hôpitaux et maternités et à décourager la promotion de produits susceptibles d'empêcher la poursuite de l'allaitement au sein. La résolution a été adoptée contre une voix (les Etats-Unis) et six abstentions, dont la Suisse. La délégation suisse a fait valoir que la résolution correspond à une modification unilatérale du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Ce n'est que dans le dialogue avec les partenaires concernés que le problème posé peut être résolu. Un porte-parole de Nestlé a fait savoir que l'entreprise ne se sent pas liée par la résolution. D'autant plus que le Code en question autorise, à certaines conditions, les dons de préparations pour nourrissons. Rappelons que ce Code fut adopté sous forme de

recommandation par l'Assemblée mondiale de l'OMS en 1981. (Voir l'Annuaire 1981.)

La position de la Suisse

Le chef de la délégation Suisse à l'Assemblée mondiale était M. Beat Roos, directeur de l'Office fédéral de la santé publique. La Suisse a approuvé la Stratégie pharmaceutique révisée de l'OMS. Elle est prête à discuter des implications financières de la Stratégie et elle compte participer activement à sa mise en œuvre. Toutefois, la délégation suisse a regretté que les priorités au sein de la Stratégie ne soient pas clairement définies. La Suisse accorde une grande importance aux mesures concrètes d'assistance technique, notamment en matière de formation, de contrôle de qualité et d'achat de médicaments, de réglementation et d'information.

Dans sa déclaration au sujet de l'usage rationnel des médicaments, la délégation suisse a souligné la responsabilité qui incombe aux Etats de créer les conditions pour que chacun des partenaires concernés puisse s'acquitter de son rôle. Les Etats doivent pour cela se doter d'une politique cohérente des médicaments qui doit à son tour s'inscrire dans le contexte de la politique, plus large, de la santé du pays et, enfin, dans celui de la politique économique générale. C'est ainsi que la Suisse a souligné qu'une «politique économique saine est une condition d'une politique de santé efficace. Il s'agit, pour répondre aux besoins et à la demande, sur le plan budgétaire et tarifaire, d'une gestion rationnelle et équilibrée, et sur le plan commercial, d'une politique qui n'encourage pas les distorsions d'approvisionnement. Le cadre économique et social doit favoriser l'adéquation de l'offre à la demande en stimulant, dans le respect d'une législation qui ne soit pas dissuasive, l'initiative et l'interaction des agents économiques» (1). Notons qu'en avril 1986, un groupe de professeurs, responsables à différents titres de la santé publique et de la médecine en Suisse, avait écrit au Conseil fédéral pour lui faire part de leur préoccupation concernant l'usage des médicaments. Les signataires attirent notamment l'attention sur le risque de surmédication et d'usage inapproprié des médicaments qui existe aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement où pourtant les médicaments font souvent défaut. De plus, dans les pays en développement, la gamme des produits disponibles fréquemment ne correspond pas aux besoins. Ils demandent que le manque de médicaments essentiels dans ces pays soit combattu par tous les moyens.

La lutte contre l'onchocercose

Le 4 février 1986, la Suisse a signé un accord relatif à sa participation, à concurrence de 18 millions de francs, à la troisième phase du programme de lutte contre l'onchocercose. La contribution a été accordée sous la forme d'une aide financière non remboursable, imputée au crédit-cadre pour la coopération au développement et l'aide financière. Le programme est réalisé en Afrique de l'Ouest par la Banque mondiale, en collaboration avec l'OMS. La Suisse y participe depuis 1979, début de la deuxième phase

du programme. La troisième phase (1986-91) permettra, entre autres, une extension géographique du programme au Sénégal, à la Guinée, à la Guinée-Bissau et à la Sierra Leone.

Note

1. Déclaration de la délégation suisse, 39e Assemblée mondiale de la santé.

Sources

OMS, Conférence d'experts sur l'usage rationnel des médicaments. Rapport du directeur général, 19 mars 1986.

OMS, 39e Assemblée mondiale de la santé. Stratégie pharmaceutique révisée. Rapport du directeur général, 10 février 1986., 15 mai OMS Presse, Communiqués 25 et 29.11.85, 3.12.85. 2 et 20.1.86, 15 et 16.5.86.

OMS Information, no 101, mai 1986.

Déclaration de la délégation suisse sur l'usage rationnel des médicaments, 39e Assemblée mondiale de la santé, Genève, 15 mai 1986.

Communiqué de presse, DFAEE, 4 février 1986.

I3W Aktuell, Nr. 9/85.

NZZ 7.5.86.

Basler Zeitung 29.11.85.

Tages Anzeiger 22 et 27.11.85, 13.1.86 et 25.6.86.

7. OIT : CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Lors de la 72e session tenue en juin 1986 à Genève, les participants à la Conférence internationale du travail ont adopté de nouvelles normes internationales relatives à la protection des travailleurs de l'amiante. On a également adopté un amendement allant dans le sens d'une restructuration de l'Organisation internationale du travail. De plus, on a discuté des problèmes économiques et sociaux de l'avenir, en accordant une attention particulière au chômage des jeunes ainsi qu'aux problèmes de survie rencontrés par les petites et moyennes entreprises. Le rapport de la Commission sur l'Afrique du Sud a fait l'objet d'un débat puis a été approuvé. Une résolution sur les conséquences sociales de l'endettement extérieur de nombreux pays en développement demande un nouvel examen des problèmes, incluant la question du service de la dette.

Au Bureau international du travail, siège de l'OIT à Genève, on organise chaque année, en juin, une conférence internationale du travail. 1800 délégués environ, venant de 140 pays, ont pris part à sa 72e session en 1986. L'Organisation observe le principe du tripartisme : la délégation de chaque pays se compose de deux représentants du gouvernement, d'un représentant des employeurs et d'un représentant des travailleurs, ainsi que de conseillers techniques. En ce qui concerne l'élaboration de normes internationales gouvernant le droit du travail, on observe le principe de la double lecture : l'affaire est soumise à la conférence qui en débat, puis l'expédie et l'adopte définitivement lors de sa session suivante.

La délégation suisse se composait des représentants du gouvernement Klaus Hug, directeur de l'OFIAMT, et André Zenger, du Service des affaires internationales de l'OFIAMT, de Ruth Dreifus, secrétaire de l'Union syndicale suisse, et d'Edouard Duc, représentant des employeurs

Protection contre l'amiante

En 1986, on a traité d'une seule convention nouvelle, qui est celle relative à l'amiante. Un accord international ainsi qu'une recommandation concernant les mesures de protection des travailleurs et travailleuses de l'amiante ont été adoptés. Le texte interdit toute utilisation de la crocidolite, variété particulièrement dangereuse de l'amiante, de même que toute forme de pulvérisation de l'amiante. Les travailleurs qui manient des variétés fibreuses d'origine naturelle ou artificielle doivent être protégés de tout effet nocif par des mesures adéquates. Il est stipulé que les législations nationales doivent prévoir de telles mesures de protection et interdire entièrement ou en partie l'utilisation de l'amiante.

La délégation suisse a approuvé la convention.

Une commission de l'OIT veillera à l'application des normes et examinera les cas pays par pays. Il est notoire que les firmes, dont les mesures de sécurité ne répondent pas aux exigences de certains pays industrialisés, transfèrent leurs lieux de production dans les pays du Tiers Monde.

Développement et endettement

La Conférence internationale du travail a adopté une résolution en matière de développement et d'endettement. Dans le contexte des objectifs sociaux poursuivis par l'OIT, le fait alarmant du transfert des ressources nettes des pays en développement vers les pays industrialisés suscite de vives inquiétudes. En effet, l'on met ainsi en péril les conditions d'existence et la dignité des travailleurs, ainsi que la paix sociale dans de nombreux pays en développement. L'OIT est appelée à veiller à ce que les mesures prises en rapport avec le service de la dette n'agissent pas aux dépens des travailleurs et des couches défavorisées de la population. La résolution invite le FMI à réévaluer ses conditions à la lumière de leurs conséquences sociales; et elle charge l'OIT de la convocation d'une conférence sur les effets de la crise de l'endettement en relation avec l'emploi et la pauvreté. Le représentant du gouvernement suisse (conjointement avec d'autres représentants gouvernementaux des pays industrialisés) a émis des doutes quant à la compétence de l'OIT au sujet de l'endettement, ajoutant que cette tâche reviendrait aux organisations internationales qualifiées dans ce domaine.

Afrique du Sud

La Commission de l'OIT contre l'apartheid a soumis à la Conférence un rapport prévoyant de nouvelles mesures pour un embargo contre l'Afrique du Sud. On exhorte les gouvernements à interdire tout commerce avec cet Etat.

Dans ce contexte, la Commission a également examiné le lien entre l'OIT et l'Union de Banques Suisses (UBS), cette dernière étant la principale banque avec laquelle traite l'Organisation. La Commission a constaté que l'UBS continue ses affaires avec l'Afrique du Sud et elle pose la question de savoir si l'OIT ne devrait pas faire appel désormais à un institut bancaire «sans implications dans la politique raciale». La décision est restée en suspens.

La Conférence a adopté les conclusions du rapport qui prévoient, entre autres, un embargo économique renforcé par des mesures visant l'arrêt des investissements. C'est dans ce sens que l'on a fait appel auprès des gouvernements pour qu'ils retirent tout crédit public aux banques qui maintiennent leurs relations d'affaires avec l'Afrique du Sud.

Le représentant du gouvernement suisse a formulé certaines réserves à propos du débat sur l'Afrique du Sud: la Suisse ne participe pas à des sanctions économiques et doute de l'efficacité de celles-ci comme moyen de pression pour transformer un régime politique. En guise de solidarité avec l'opposition noire en Afrique du Sud, l'OIT a choisi comme orateur invité de la Conférence le président de l'*African National Congress* (ANC), Olivier Tambo.

Sources

BIT, Compte rendu provisoire de la Conférence, Genève, 1986.

BIT, Information, Bulletin, août 1986.

NZZ, 12 juin 1986.

VPOD, «Der öffentliche Dienst», 6 juin et 12 septembre 1986.

8. LE COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'OCDE : 25 ANS DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

L'OCDE et son Comité d'aide au développement célèbrent en 1986 leur 25^e anniversaire. La convention transformant l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) incluant des pays industriels non européens, fut signée en 1960. Le Groupe d'assistance pour le développement, mis sur pied par les pays occidentaux donateurs d'aide, a été créé la même année. En 1961, ce Groupe a été constitué en Comité d'aide au développement (CAD) de la nouvelle OCDE (1). Le texte de référence définissant le mandat du CAD figure dans une résolution de 1961 sur «l'effort commun d'aide». Les trois missions suivantes sont à la base des activités du Comité: accroître le volume de l'aide, adapter les formes et les conditions de cette aide aux besoins des différents pays bénéficiaires et améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement. De plus, la résolution soulignait l'importance de fournir l'aide au développement sur une base sûre et durable.

Depuis 1962, le CAD organise les examens annuels des efforts et politiques d'aide au développement de chacun de ses membres. Ces examens sont publiés annuellement sous la forme d'un rapport du président du Comité. Ce dernier procède ainsi à la collecte systématique de statistiques aussi détaillées que possible sur les programmes d'aide et autres apports de ressources destinés aux pays en développement. En effet, une des tâches importantes du CAD est de permettre l'évaluation comparative des programmes d'aide, en présentant des informations statistiques selon des concepts et définitions acceptés sur le plan international. Le CAD cherche également à promouvoir une meilleure coordination et harmonisation des politiques et pratiques des pays membres en matière d'APD. Il arrive ainsi que des travaux du Comité donnent lieu à l'élaboration de lignes directrices ou de recommandations adressées aux membres. A ce titre, citons la recommandation de 1969 sur les conditions financières et modalités de l'aide. La définition actuelle de l'APD a été mise au point dans cette recommandation (2). En 1977, le CAD a adopté les «Lignes directrices pour le financement des dépenses locales». Le Comité y reconnaît le rôle que le financement des dépenses locales peut jouer pour faciliter la réalisation des objectifs de la coopération au développement. Suivent, en 1979, les «Principes directeurs pour l'amélioration de la mise en œuvre de l'aide», visant une harmonisation des procédures d'aide des membres. Les «Lignes directrices sur l'aide à la maintenance et au renforcement des services et équipements existants» et celles pour «l'utilisation de l'aide en association avec des crédits à l'exportation ou d'autres fonds fournis aux conditions du marché (crédits mixtes)» sont adoptées en 1982 et 1983 respectivement.

Le Rapport 1985 du président du CAD cherche à tirer les enseignements de l'expérience du quart de siècle écoulé. La question cruciale de l'impact de l'aide sur le développement y est abordée. Selon le Rapport, «maints cas d'espèce montrent l'existence d'une relation de cause à effet entre l'aide et le développement mais aucune grande corrélation quantitative ne peut en être déduite. Cela ne saurait surprendre. L'aide n'est qu'un appoint et, lorsqu'elle est judicieusement utilisée, un élément catalyseur du développement. ... Il est rarement possible de prouver ce qu'il serait advenu s'il n'y avait pas eu quelque chose d'autre. Lorsqu'il s'agit du développement national, ou simplement de développement d'un sous-secteur, ce »quelque chose d'autre« est un immense réseau de circonstances diverses, d'influences multiples plus déterminantes habituellement que la composante aide étrangère : le contexte économique et social dans lequel doivent fonctionner les associations paysannes, les institutions publiques ou les entreprises industrielles auxquelles l'aide est destinée ; la qualité de la classe politique et du personnel technique ; l'ampleur et la continuité des apports en ressources tant financières qu'humaines effectués par les pays bénéficiaires parallèlement aux apports extérieurs ; les modifications touchant le climat, les prix, les marchés» (3). En évoquant la multiplicité des facteurs dont dépend le processus du développement, le CAD relativise ainsi la réponse à la question posée de l'impact de l'aide. Le Rapport cite

notamment une étude sur les effets de l'aide dans sept pays en développement, achevée en 1985 par l'Institut du développement de l'Université du Sussex. La conclusion des auteurs de cette étude est la suivante: «La majeure partie de l'aide a atteint ses objectifs de développement en contribuant de manière positive aux résultats économiques des pays bénéficiaires sans se substituer à des activités qui auraient été réalisées de toute façon... Les résultats de l'aide varient selon les pays et selon les secteurs... et une fraction importante de l'aide reste inopérante» (3). D'autre part, le CAD reconnaît que la faiblesse la plus troublante de l'APD a été la «modicité de sa contribution mesurable à la réduction de la pauvreté absolue, surtout dans les zones rurales tant des pays à revenus intermédiaires que des pays démunis» (3) (voir tableau 1 page suivante).

Au terme de son tour d'horizon sur ce point, le Rapport du président du CAD conclut qu'une «part appréciable de l'aide a concouru notablement au développement» (3). Cependant, «même si elle a fait preuve de son rôle souvent déterminant en tant qu'élément catalyseur et ressource d'appoint, l'aide au développement a encore un caractère très expérimental, cherchant toujours à s'adapter aux environnements différents des pays chichement dotés en ressources naturelles» (3).

Références

1. Les membres du CAD sont les suivants: la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse (depuis 1968), le Royaume-Uni et la Commission de la Communauté économique européenne.
2. Sont considérés comme APD tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays en développement et aux institutions multilatérales par des organismes publics, y compris les collectivités locales, ou par leurs organismes gestionnaires et qui répondent chacun aux critères suivants:
 - a) être dispensés dans le but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie dans les pays en développement, et
 - b) être assortis de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25%.
3. Voir source, pp. 15, 16, 17 et 37.

Source

OCDE, Vingt-cinq ans de coopération pour le développement. Un examen. Efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide au développement, Paris 1985.

TABLEAU No. 1

APD totale des membres du CAD

Milliards de dollars

	1960	1965	1970	1975	1980	1982	1983	1984
En valeur nominale (c'est-à-dire en dollars et prix courants)	4.7	6.5	6.9	13.8	27.3	27.7	27.5	28.6
Corrigée des fluctuations des taux de change uni- quement (par rapport à 1970)	4.6	6.4	6.9	12.1	22.2	28.1	29.5	32.5
En termes réels (c'est- à-dire corrigée des mou- vements des prix et des taux de change, par rapport à 1970)	6.6	7.8	6.9	7.8	9.8	10.5	10.5	11.2

Source: OCDE, *Rapport 1985. Vingt-cinq ans de coopération pour le développement. Un examen. Efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide au développement*, Paris 1985.

9. CNUCED

9.1. Conseil de la CNUCED : 31e et 32e sessions

Les deux sessions du Conseil se sont déroulées sur une toile de fond marquée par la faiblesse et la répartition inégale de la reprise économique mondiale ainsi que par le processus difficile de la préparation de la septième Conférence de la CNUCED qui doit se tenir en 1987. Le choix du lieu de la Conférence représente un enjeu politique. D'autre part, Kenneth Dadzie (Ghana) a été nommé au poste de Secrétaire général de la CNUCED avec effet le 1er janvier 1986. En succédant à Gamani Corea, il devient le quatrième secrétaire général de la Conférence. Il a présenté sa déclaration inaugurale devant la 32e session du Conseil. Notons que le chef de la délégation suisse, Pierre-Louis Girard, a été le porte-parole du Groupe B au

cours des deux sessions sous revue. Quant aux critiques de la CNUCED qui se sont fait jour ces dernières années au sein du Groupe B, signalons que, selon le Conseil fédéral, «les préoccupations des pays occidentaux à l'égard du fonctionnement de la CNUCED se sont atténuées. L'application de méthodes de travail et de négociation plus rationnelles et pragmatiques de la part de tous les intéressés a, dans une large mesure, contribué à cet apaisement» (1).

La 31e session

Réuni du 16 au 27 septembre 1985, le Conseil a procédé à son examen annuel de l'interdépendance des problèmes concernant le commerce, le financement du développement et le système monétaire international. A l'ordre du jour des séances plénières figuraient aussi les problèmes de la dette extérieure des pays en développement. Le Rapport sur le commerce et le développement 1985 a constitué le document de base pour les larges débats qui ont eu lieu sur ces thèmes. D'autre part, Cuba a renouvelé son invitation d'abriter la CNUCED VII. En 1981, ce pays avait déjà proposé d'accueillir la CNUCED VI. Celle-ci a eu lieu à Belgrade car les Etats-Unis avaient fait savoir qu'ils n'y participeraient pas si elle se tenait à Cuba. Le Conseil avait alors décidé que la CNUCED VII devrait se tenir dans un pays d'Amérique latine. Les consultations n'ayant pas abouti, la décision concernant le lieu, les dates et l'ordre du jour définitif de la Conférence a dû être reportée à la 33e session du Conseil qui aura lieu à l'automne 1986 (2).

Les Rapports sur le commerce et le développement

Cinquième numéro de cette série annuelle préparée par le secrétariat de la CNUCED, l'édition 1985 présente deux scénarios. Le premier suppose le maintien des taux d'intérêt, de change, de croissance économique ainsi que des prix des matières premières enregistrés en 1984-85 dans les pays occidentaux. Dans cette hypothèse, la croissance économique dans les pays en développement s'élèverait à un peu plus de 3% en moyenne par an pour les dix années à venir. Le revenu par habitant continuerait ainsi à stagner. De plus, les pays surendettés devraient effectuer, au titre du service de la dette, un transfert net considérable de ressources vers les pays industriels, ce qui entraînerait une aggravation de leur situation économique et sociale. Le deuxième scénario envisage une évolution positive des variables macroéconomiques globales. La croissance économique des pays en développement s'élèverait à un taux annuel d'environ 7%. Evalués en pourcentage du PNB, les intérêts dus et le solde de la dette à recouvrer diminueraient alors progressivement.

Quant à l'édition 1986, c'est la dynamique du processus déflationniste – les dangers qu'il fait peser sur l'économie mondiale et ses conséquences sur le développement – qui se trouve au cœur de l'analyse. Si les tendances déflationnistes globales ne sont pas surmontées, il est vain d'espérer une relance du développement. De plus, le problème de l'endettement

restera entier et les résultats des efforts d'ajustement entrepris par les pays en développement seront maigres. C'est pourquoi le nouveau Secrétaire général de la CNUCED écrit dans ce Rapport qu'il faut actuellement que les pays développés à économie de marché prennent, d'une manière coordonnée, des mesures pour stimuler l'activité économique et réduire davantage le niveau des taux d'intérêt réels. D'autant plus que la baisse des taux d'inflation a été impressionnante ces dernières années: pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la croissance de l'indice des prix à la consommation est tombée de presque 13% en 1980 à 4,5% en 1985. Avec la chute des prix du pétrole, la baisse continue en 1986.

La CNUCED souligne par conséquent la nécessité d'une transformation coordonnée dans les politiques macro-économiques des pays développés pour arriver à une baisse plus importante des taux d'intérêt réels favorisant les pays débiteurs et afin d'accroître la demande pour leurs exportations. De plus, il faudrait augmenter les courants d'aide et le volume des prêts des institutions financières multilatérales. Enfin, les politiques menées dans les pays en développement devraient, elles aussi, s'améliorer. Elles doivent permettre, entre autres, une stimulation de la consommation intérieure et une augmentation des investissements. Les experts de la CNUCED estiment que seule une stratégie aussi large serait à même de résoudre la crise de l'endettement et de relancer le développement.

A la **31^e session** du Conseil, le Groupe des 77 a déclaré que la situation de crise dans beaucoup de pays en développement est due à des chocs extérieurs, imputables en majeure partie aux politiques suivies dans les pays industrialisés. Quant aux pays en développement, ils ont assumé leurs responsabilités et procédé aux ajustements nécessaires de leurs politiques économiques. Pour le Groupe des 77, les pays en développement ont atteint les limites de l'austérité et il incombe donc aux pays industrialisés d'user de leur pouvoir de changer les facteurs externes. Enfin, le Groupe des 77 demande qu'un dialogue politique soit noué entre pays créanciers et pays débiteurs afin de parvenir à un accord global et équitable au sujet de la crise de l'endettement.

Parlant au nom du Groupe B, le chef de la délégation suisse a dit qu'il ne croit pas au scénario le plus pessimiste décrit dans le Rapport 1985 sur le commerce et le développement. Par ailleurs, il considère que ce Rapport est bien meilleur que certains rapports précédents et il se félicite du fait qu'il fait ressortir l'importance des politiques nationales. A son avis, «la stratégie internationale en matière de dettes, y compris les divers schémas de rééchelonnement à court terme négociés et mis en œuvre jusqu'à présent, se sont avérés efficaces et, à cet égard, le rôle catalyseur du FMI a été fondamental» (3). Notons que l'idée d'un accord global au sujet de l'endettement des pays en développement n'a pas trouvé d'écho favorable auprès du Groupe B.

La 32e session

Comme principaux points à l'ordre du jour de cette session figuraient la préparation de la CNUCED VII ainsi que l'examen annuel du protectionnisme et de l'ajustement structurel. D'autre part, le débat sur l'interdépendance des problèmes touchant le commerce, le financement du développement et le système monétaire international, y compris les problèmes de l'endettement, a été poursuivi. La session a duré du 10 au 21 mars 1986. Une reprise a eu lieu les 16 et 17 juin.

Quant à l'ordre du jour de la CNUCED VII, le nouveau Secrétaire général de la CNUCED, Kenneth Dadzie, s'est prononcé en faveur d'un thème unificateur touchant les vastes domaines de la dette et du financement, des produits de base et du commerce. Les décisions relatives au lieu, à la date et à l'ordre du jour de la Conférence ont été reportées à la prochaine session du Conseil.

Dans le débat sur l'interdépendance et sur l'endettement, le Groupe des 77 estimait que le processus d'ajustement en cours était asymétrique car il obligeait les pays en développement à faire des sacrifices énormes. D'un autre côté, les pays de l'OCDE n'ont pas entrepris grand-chose pour améliorer les variables macro-économiques globales (les prix des matières premières, le niveau des taux d'intérêt, le protectionnisme, les apports de ressources financières). Au sujet de l'endettement, le Groupe demandait qu'on prenne des mesures pour inverser la sortie nette de ressources financières allant des pays en développement aux pays développés. A cette fin, il a demandé qu'on fixe un pourcentage maximal de transfert supportable lié à l'objectif de croissance minimale du PNB.

De l'avis du Groupe B, le processus d'ajustement structurel et de croissance en cours dans les pays de l'OCDE stimulerait les exportations des pays en développement. Cependant, le chômage, atteignant un taux de 8,4% dans les pays de l'OCDE ainsi que le niveau élevé des taux d'intérêt réels restaient préoccupants. D'autre part, le Groupe B estimait que le problème de l'endettement «devait continuer à être examiné d'une manière urgente dans le cadre d'une stratégie cohérente à long terme et partant de l'approche traditionnelle 'cas par cas'» (4). Par conséquent, le Groupe rejetait la demande des pays en développement d'établir un plafond maximal de transfert négatif supportable pour les pays débiteurs.

Notes

1. Rapport sur la politique économique extérieure, 15 janvier 1986.
2. Aucune décision formelle n'a encore été prise à ce sujet en septembre 1986, mais il semble certain que la CNUCED VII se tiendra en juillet 1987 à Genève.
3. CNUCED, communiqué de presse TAD/INF/1717.
4. CNUCED, communiqué de presse TAD/INF/1778.

Sources

CNUCED, Trade and Development Report 1985 and 1986. Divers communiqués de presse.

NZZ 30.9.85, 24.3.86, 19.6.86.

9.2. MATIERES PREMIERES

9.2.1. Accord international sur le cacao

Les 4e et 5e séries de négociations de la Conférence des Nations Unies sur le cacao se sont déroulées à Genève du 10 février au 4 mars et du 7 au 25 juillet 1986 respectivement. Après deux années de négociations difficiles, le 5e round fut couronné de succès. Le 1er août 1986 la Conférence a adopté le texte du quatrième accord international sur le cacao. Le nouvel accord fut considéré par Kenneth Dadzie, Secrétaire général de la CNUCED, comme le premier d'une nouvelle génération d'accords de produit.

Environ soixante pays ont participé aux négociations, dont la Suisse. Membre de la délégation suisse, M. Heinz Hofer était vice-président de la Conférence. Prolongé deux fois déjà pour la période maximale autorisée, l'accord de 1980 sur le cacao expire le 30 septembre 1986. Les principaux points sur lesquels s'achoppaient longtemps les négociations concernaient les dispositions économiques du nouvel accord, à savoir le niveau et le mécanisme de révision des prix à défendre. Notons que le problème pour l'accord de 1980 était que les prix du marché se sont situés la plupart du temps soit en dessous du prix minimal convenu, soit dans la partie basse de la fourchette où le directeur du stock régulateur devait acheter du cacao pour empêcher le marché de trop baisser. Or les ressources du stock régulateur pour soutenir le marché se sont trouvées rapidement épuisées. L'application des dispositions économiques de l'accord a donc été plus théorique que réelle. En ce qui concerne le stock régulateur, les pays producteurs et consommateurs étaient d'accord qu'il devait rester l'instrument principal de la stabilisation des prix. Cependant, les positions divergeaient quant à la forme des mesures complémentaires destinées à renforcer l'action stabilisatrice sur les prix. (Pour les enjeux de la négociation ainsi que la position de la Suisse, voir l'article d'András November dans l'Annuaire 1985.)

La Côte d'Ivoire, principal producteur mondial

Au début de 1986, le ministre de l'agriculture de la Côte d'Ivoire a annoncé que son pays n'allait pas participer au quatrième accord sur le cacao. Rappelons que la Côte d'Ivoire n'avait pas adhéré à l'accord de 1980. Avec une production d'environ 540.000 tonnes, soit 29% de la production mondiale en 1985-86, le pays est de loin le premier producteur mondial de cacao. La déclaration ivoirienne dénonçait notamment le fait qu'on ne tenait pas compte de l'augmentation des coûts de production dans la fixation des prix. De plus, la spéculation et les bourses internationales furent mises sur la sellette. Notons que d'autres pays producteurs dénonçaient également les fortes fluctuations des prix du cacao ainsi que leur bas niveau, rendant très précaire la planification budgétaire dans les pays producteurs et diminuant leur capacité de rembourser les dettes extérieures. Suite à l'annonce de la Côte d'Ivoire, l'avenir de la Conférence semblait compromis. En effet, un grand nombre de pays consommateurs ont conclu qu'il était inutile de pour-

suivre les négociations en vue d'un accord comportant des dispositions économiques. L'une des conditions préalables posée par ces pays était précisément la participation de tous les pays producteurs à un tel accord. Par conséquent, il semblait qu'on s'acheminait vers un accord purement administratif. Mais les tractations ont continué. On sait que la Commission européenne a demandé à Abidjan de revenir à la table des négociations. A l'assemblée générale de l'Alliance des pays producteurs de cacao qui s'est tenue à Abidjan en mai 1986, la Côte d'Ivoire a confirmé qu'elle était prête à reprendre les négociations. De plus, les pays producteurs ont déclaré qu'ils souhaitaient poursuivre les négociations en vue d'un nouvel accord comportant des clauses économiques.

Le nouvel Accord sur le cacao

Le nouvel accord aura une durée de trois ans. Le Conseil international du cacao pourra le prolonger de deux ans et, si nécessaire, par vote spécial, encore pour une année. Pour qu'il entre en vigueur, l'accord doit être ratifié par au moins cinq pays exportateurs représentant au minimum 80% des exportations et par un nombre de pays importateurs représentant 60% des importations. La Suisse a l'intention de signer l'accord. Au sujet des prix, notons que les négociateurs ont innové. Afin de protéger le fonctionnement de l'accord contre les perturbations causées par les variations du cours du dollar américain, tous les prix contenus dans l'accord seront calculés en droits de tirage spéciaux. Le prix de référence convenu est l'équivalent de 103 cents des Etats-Unis la livre. (Au moment de l'adoption de l'accord le prix indicatif du marché dépassait légèrement 94 cents.) Les prix à partir desquels le directeur du stock régulateur peut acheter ou vendre ont été fixés à 88 et 118 cents et les prix d'intervention inférieur et supérieur à 85 et 121 cents respectivement. Un réexamen annuel des prix se fera par le Conseil international du cacao. Si le prix du marché se situe hors de la fourchette en vigueur pendant un certain temps et que le Conseil ne parvient pas à se mettre d'accord sur la nécessité ou l'ampleur d'une révision, des règles détaillées ont été arrêtées prévoyant un ajustement automatique de la structure des prix. D'autre part, les variations du stock régulateur peuvent également donner lieu à une révision automatique des prix selon des modalités fixées par l'accord. Notons que le stock régulateur est financé par un prélèvement perçu sur le cacao lorsqu'il quitte le territoire douanier des pays membres ou qu'il y pénètre la première fois. Pour compléter le stock régulateur, un nouveau mécanisme de retrait du cacao du marché devrait assurer une meilleure défense des prix. Enfin, la Côte d'Ivoire a manifesté l'intention d'adhérer au nouvel accord. En revanche, les Etats-Unis, premier consommateur mondial de cacao, n'y adhéreront pas.

La position de la Suisse

La délégation suisse s'est déclarée satisfaite du nouvel accord. A ses yeux, celui-ci comporte une fourchette de prix réaliste, adaptée aux conditions actuelles du marché et susceptible de le rester en raison des mécanismes

semi-automatiques d'ajustement des prix. De plus, le Conseil international du cacao ne pourra s'endetter comme celui de l'étain.

Sources

CNUCED, Communiqués de presse TAD/INF 1774, 1775, 1807, 1811.

Marchés tropicaux 2 mai, 23 mai, 1er août 1986.

NZZ 13, 19 et 28 juillet 1986.

9.2.2. Accord international sur le café

La 44e session du Conseil international du café (ICI) au eu lieu à Londres du 16 septembre au 2 octobre 1985. L'objectif principal de la session d'automne du CIC est d'établir les contingents d'exportation pour les douze mois à venir ainsi que les divers mécanismes économiques complémentaires, en particulier la fourchette des prix à défendre. Les négociations furent très difficiles. Elles ont failli ne pas aboutir. Le contingent global annuel pour la nouvelle campagne fut fixé à 58 millions de sacs de 60 kg, divisé en quatre contingents trimestriels d'égale importance. La fourchette des prix reste inchangée à 120-140 cents la lb. Président sortant du CIC, le Suisse Hans Buchmann présidait les négociations.

La session d'automne du CIC se tient juste avant que ne commence l'année caféière (1er octobre-30 septembre). Le CIC constitue le «parlement mondial» du café. Il réunit les 75 pays membres de l'accord international sur le café, dont deux tiers sont exportateurs (effectuant la quasi totalité des exportations mondiales) et un tiers sont importateurs (représentant 90% environ des importations mondiales). La Suisse a ratifié le nouvel accord sur le café en 1983. (Voir l'Annuaire 1985 pour la position de la Suisse.)

Le café et la coopération internationale

Le premier accord international sur le café date de 1962. Trois accords lui ont succédé : en 1968, en 1976 et en 1983. L'accord actuel a été négocié en dehors de la CNUCED. Il expire le 30 septembre 1989. Son objectif principal est d'assurer un équilibre durable entre l'offre et la demande, garantissant aux producteurs des débouchés à des prix rémunérateurs et aux consommateurs un approvisionnement suffisant à des prix équitables. A cette fin, le mécanisme en vigueur est celui du contingentement des exportations. Il vise à maintenir les prix du marché à l'intérieur d'une fourchette négociée chaque automne. Si les prix du marché crèvent à la baisse le plancher convenu, on réduit les contingents. Dans le cas contraire, on les augmente. Basée sur quinze jours du marché, la moyenne mobile des prix indicatifs calculée par l'Organisation internationale du café (OIC) sert de déclenchement des ajustements des contingents.

Dans la session sous revue, les pays producteurs souhaitaient un contingent global réduit, c'est-à-dire ramené de 58,2 millions de sacs (quota final 1984-85) à 55 millions de sacs. D'autre part, ils demandaient une augmenta-

tion de 5 cents par lb de la fourchette des prix, la portant à 125-145 cents. Quant aux pays consommateurs, leurs positions divergeaient au sujet du contingent. En revanche, en ce qui concerne la fourchette des prix, ils étaient de l'avis qu'il fallait la maintenir à 120-140 cents la lb.

Sous-embarquements et marché parallèle

Le problème des sous-embarquements et du marché parallèle a empoisonné le climat de la 44^e session du CIC. Au sujet du marché parallèle (voir Annuaire 1985), on a constaté, en 1984-85, une prolifération de ventes à prix réduits à destination des pays non membres de l'accord international. Elles ont atteint le chiffre record de 12 millions de sacs. Cependant, les exportations sous contingents (57,5 millions de sacs) n'ont pas atteint le montant du contingent définitif (58,2 millions de sacs). Plusieurs pays consommateurs, et en particulier les Etats-Unis, voient d'un très mauvais œil le phénomène des sous-embarquements, surtout lorsqu'il est accompagné d'exportations importantes à prix réduits vers des pays non membres. Principal consommateur mondial du café, les Etats-Unis exigeaient l'application de sanctions sévères à l'encontre des pays producteurs concernés. D'autre part, ils exigeaient un contingent annuel élevé. Les requêtes américaines n'ont pu rallier la majorité qualifiée des voix exigée. Les Etats-Unis furent le seul pays à voter contre les décisions adoptées à l'issue de la session. De plus, le pays menaçait de se retirer de l'accord. Quant aux pays producteurs, ils ont expliqué que les sous-embarquements étaient dus à la faiblesse de la demande et non à un manque de volonté de leur part.

L'évolution du marché mondial

Sauf accident, la production annuelle de café atteint entre 90 et 100 millions de sacs. Le café est le produit de base le plus important entrant dans le commerce international après le pétrole.

Le marché du café a représenté ces dernières années entre 10 et 11 milliards de dollars. Généralement, le marché est excédentaire. Cependant, des accidents dans les grands pays producteurs (gelées ou sécheresses) peuvent provoquer un déséquilibre en sens inverse qui donne lieu à une envolée des prix mondiaux. Au début de la nouvelle année caféière (octobre 1985) la moyenne mobile des prix de l'OIC est restée juste en dessous du prix plancher prévu (120 cents). Ensuite, elle s'est envolée et elle a crevé le plafond (140 cents) dès la mi-novembre. A la mi-janvier 1986, la moyenne mobile a atteint près de 214 cents. Les prix du marché étaient alors à leur niveau le plus élevé depuis huit ans. Cette hausse spectaculaire fut provoquée par les conséquences d'une sécheresse prolongée au Brésil, réduisant sensiblement la récolte du premier producteur mondial de café. Les quotas ont donc été successivement relevés. Mais les prix ne sont pas revenus dans la fourchette prévue. Par conséquent, en application de l'accord international, le contingentement a été suspendu, le 19 février 1986. Selon le même accord, le contingentement ne sera rétabli que si la moyenne mobile des prix tombe au niveau ou en dessous de 134,55 cents la lb.

Sources

Marchés Tropicaux 4 et 11 octobre 1985, 2 mai 1986.

NZZ 21 janvier 1986.

Rapport sur la politique économique extérieure, 15 janvier 1986.

South December 1985.

9.2.3. Accord international sur le caoutchouc naturel

La deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel s'est déroulée à Genève du 5 au 23 mai 1986. Il s'agissait pour les pays participants de négocier un nouvel accord. Le premier accord sur le caoutchouc naturel date de 1979. Il viendra à expiration le 22 octobre 1987. Les négociations n'ont pas abouti. La Conférence se réunira de nouveau en octobre 1986.

Environ cinquante pays exportateurs et importateurs ont participé à la Conférence, dont la Suisse. Les membres de l'accord actuel comptent sept pays exportateurs, représentant 95% environ des exportations mondiales, et vingt-quatre pays importateurs — ainsi que la CEE — qui, ensemble, représentent 75% des importations mondiales. La Suisse a adhéré à l'accord en 1982.

L'effondrement de l'accord sur l'étain a jeté son ombre sur les négociations. Toutefois, les deux accords diffèrent sur plusieurs points. Dans le cadre de l'accord sur le caoutchouc naturel, le directeur du stock régulateur n'est pas habilité à intervenir sur le marché à terme. D'autre part, les ressources financières dont il dispose sont contrôlées, les achats s'effectuant avec le produit des contributions des pays membres.

Les questions relatives au niveau et au mécanisme de révision des prix se sont trouvées au centre des négociations. Rappelons que l'accord sur le caoutchouc naturel fut le premier accord sur les produits de base prévoyant des révisions périodiques de l'éventail des prix à défendre. Ces révisions se font en relation avec les mouvements du prix indicateur quotidien du marché et les variations du volume du stock régulateur. Voulue par les pays importateurs, cette disposition vise à empêcher que les opérations de l'accord ne s'éloignent des réalités du marché. On évite ainsi des situations où les prix convenus ne pourraient plus être maintenus, soit parce que le stock régulateur serait épuisé, soit parce qu'il aurait atteint sa limite, fixée par l'accord. Le stock régulateur détient environ 380.000 tonnes de caoutchouc (mai 1986). La limite du stock normal est fixée à 400.000 tonnes. Un stock d'urgence de 150.000 tonnes supplémentaires est prévu. La part de la Suisse dans le financement du stock en 1985 s'est élevée à 143.000 francs, c'est-à-dire à 0,5 pour mille de tous les versements.

Deux conceptions opposées du rôle du nouvel Accord

Les principaux pays importateurs sont de l'avis que le rôle du futur accord sur le caoutchouc naturel et les activités de son stock régulateur sont de

TABLEAU No. 2

Eventail des prix dans l'accord de 1979 et moyenne mensuelle du prix indicateur quotidien du marché

Source: CNUCED Bulletin, no 220, mars 1986

Légende: Les prix d'intervention supérieur et inférieur sont établis à $\pm 15\%$ du prix de référence. Ils délimitent les niveaux de prix au-delà desquels le Directeur du stock régulateur a la liberté d'agir. Les prix de déclenchement supérieur et inférieur, à partir desquels le Directeur est contraint d'agir, sont fixés à $\pm 20\%$ du prix de référence. Notons les deux révisions à la baisse du prix de référence et de la fourchette associée intervenues depuis l'établissement de l'accord.

réduire les fluctuations excessives des prix autour de la tendance du marché. Dans cette conception, c'est la stabilisation — et non le soutien — du prix du caoutchouc qui est recherchée. De plus, il importe que l'accord soit financièrement viable. Les grands pays importateurs veulent que les achats du stock régulateur soient financés par les contributions des membres de l'accord en écartant tout recours aux emprunts auprès de sources commerciales. Quant aux pays exportateurs, ils considèrent que les fonctions d'un nouvel accord doivent être de soutenir les prix à des niveaux rémunérateurs pour les producteurs. Les prix doivent encourager les cultivateurs à investir de manière à assurer une croissance régulière de l'industrie à long terme. Ces pays demandent par conséquent que l'augmentation des coûts de production soit prise en considération comme un des facteurs déterminants de la révision du prix de référence et de la fourchette qui lui est associée. Enfin, ils situent le nouvel accord dans le cadre du Programme intégré pour les produits de base. Selon ce dernier, les accords de produit doivent aussi permettre d'accroître les recettes d'exportation des pays en développement.

Sources

CNUCED, Communiqués de presse TA/INF/1785, 1786, 1787, 1788.

CNUCED Bulletin, no 220, mars 1986.

Marchés Tropicaux, no 2112, 2 mai 1986.

Rapport sur la politique économique extérieure, 15 janvier 1986.

9.2.4. Accord international sur l'étain : la crise

La crise de l'étain apparut au grand jour le 24 octobre 1985.

Ce jour, le directeur du stock régulateur de l'étain a annoncé qu'il ne lui restait plus de fonds pour poursuivre ses opérations de soutien des prix. De plus, le Conseil international de l'étain se trouvait lourdement endetté vis-à-vis des banques et maisons de courtage, dette contractée pour financer le stock régulateur. le commerce officiel de l'étain fut immédiatement suspendu à la Bourse de métaux à Londres ainsi qu'à Kuala Lumpur. L'été 1986, aucune solution négociée n'a encore été trouvée pour sauver l'Accord sur l'étain.

Le 6e Accord international sur l'étain était entré provisoirement en vigueur en juin 1982. Il arrive à échéance le 30 juin 1987. La Suisse a ratifié l'accord en 1983. Le Conseil international de l'étain est composé des 22 pays membres suivants.

Pays exportateurs

Australie, Indonésie, Malaisie (1), Nigéria, Thaïlande, Zaïre.

Pays importateurs

Canada, CEE (Espagne et Portugal non compris), Finlande, Japon, Norvège, Pologne, Suède, Suisse.

1. Premier producteur mondial d'étain.

L'objectif principal de l'Accord était la défense des niveaux de prix. Ces derniers étaient exprimés en ringgit malaisiens. L'instrument principal prévu par l'Accord pour le soutien des prix était le stock régulateur. La capacité maximale de ce dernier était de 50.000 t d'étain métal, soit un stock normal de 30.000 t financé par les contributions directes des Etats membres ainsi qu'un stock supplémentaire de 20.000 t financé par des emprunts (1). L'Accord autorisait le directeur du stock à dépasser temporairement la limite du stock supplémentaire par la conclusion d'opérations sur le marché à terme. Pour soutenir le stock régulateur, des quotas d'exportation furent également mis en vigueur. (Voir aussi l'Annuaire 1981 et 1982.)

L'arrière-plan des événements d'octobre 1985

Au moment de la cessation des opérations du Conseil international de l'étain, le 24 octobre 1985, le cours de l'étain s'élevait à £8.140 la tonne à Londres. En juin 1986, l'étain cotait £3.600 environ sur le marché libre européen (en entrepôt, Rotterdam). En effet, depuis plusieurs années, le marché de l'étain a été structurellement excédentaire. Du côté de l'offre, la production a continué à augmenter, stimulée notamment par le prix du marché maintenu grâce aux interventions du stock régulateur. A titre d'exemple, le Brésil, pays non membre de l'accord, a beaucoup développé sa production. Selon des estimations, ce pays pourrait passer du 4^e rang des producteurs mondiaux en 1985 au 2^e rang en 1986. L'absence de l'Accord de pays producteurs comme le Brésil et la Bolivie a rendu les quotas d'exportation inefficaces. La contrebande d'étain en provenance de certains pays membres, et notamment de la Thaïlande, y a aussi contribué. Face à la progression de l'offre, la demande, quant à elle, a suivi le mouvement inverse. La consommation annuelle du monde occidental a baissé de 17% entre 1977 et 1982, tombant à 154.000 t. Il s'agit du niveau le plus bas depuis 1929. Depuis lors, la demande mondiale s'est quelque peu redressée. Elle se chiffrait à 160.000 t. environ en 1985 (2). Le recul de la demande d'étain s'explique essentiellement par la récession de l'économie occidentale ainsi que par la forte concurrence que subit l'étain de l'aluminium et des matières plastiques. L'excédent de la production a abouti à une importante accumulation de stocks d'étain. Le stock mondial est de l'ordre de 144.000 t — y compris 85.000 t détenues par le stock régulateur — soit à un niveau qui correspond à peu de choses près à une année de consommation. Si on y ajoute les réserves stratégiques détenues par les Etats-Unis, les stocks mondiaux d'étain équivalent à plus de deux années de consommation.

Les facteurs structurels évoqués constituent le fond de la crise de l'étain. Notons ensuite que les prix d'intervention du stock régulateur n'ont pas été ajustés à la baisse. Le Conseil international de l'étain s'endettait par conséquent pour financer ces achats au prix fixé, en gageant les emprunts avec l'étain détenu. Mais d'autres raisons de la débâcle — notamment d'ordre technique et monétaire — s'y ajoutent. Disons seulement qu'elles tenaient à l'importance des opérations sur le marché à terme

conclues par le directeur du stock régulateur ainsi qu'à l'évolution du cours du dollar et de la livre sterling sur le marché des changes.

Les répercussions de la crise

Selon le Conseil fédéral, les répercussions de la crise de l'étain «menacent non seulement l'économie de l'étain dans les principaux pays producteurs mais les marchés internationaux de matières premières en général» (3). A titre d'exemple, la moitié environ des 448 mines malaisiennes a dû être fermée. D'autre part, l'insolvabilité du Conseil de l'étain a jeté une ombre sur les autres accords internationaux de produit comportant des dispositions économiques. Notons aussi que la réputation de la place de Londres comme marché international pour les métaux non ferreux a été mise en cause. A Kuala Lumpur, les transactions sur l'étain ont repris en février 1986. Depuis lors, ce marché est devenu une référence importante pour le commerce de l'étain, le marché de Londres étant toujours fermé. Or, seul l'étain physique se traite à Kuala Lumpur qui n'a pas de marchés à terme comme Londres. Enfin, aucun des plans de sauvetage discutés à Londres l'hiver et le printemps 1986 lors des multiples réunions extraordinaires du Conseil de l'étain n'ont abouti. Rappelons qu'aucun Etat membre du Conseil de l'étain n'a reconnu une quelconque responsabilité légale pour la dette de ce même Conseil.

En revanche, la majorité des membres a été en faveur d'un règlement à l'amiable. Cependant, une telle solution nécessitant l'accord de tous les membres du Conseil, l'opposition de certains pays y a fait obstacle. La Suisse a œuvré très activement en faveur d'un règlement à l'amiable. Dans ce cadre, la Suisse serait prête à prendre en charge une part équitable de la dette. Enfin, les membres européens du Conseil de l'étain ont refusé d'envisager l'établissement d'un nouvel accord comportant des dispositions économiques pour remplacer l'accord actuel expirant en juin 1987.

Références

1. Avant la crise, la participation de la Suisse au stock régulateur s'élevait à 1,9 million de francs, ce qui représente 0,5% des contributions de base accordées par les pays membres.
2. Les chiffres cités proviennent de la NZZ (27.12.85 et 19.3.86) et Marchés Tropicaux (24.1.86). Notons que l'estimation de la consommation mondiale en 1985 varie un peu d'une source à l'autre. Toujours est-il qu'en 1985 la production mondiale correspondait à peu près à la demande. Cependant, les importants stocks accumulés font que le marché est toujours excédentaire.
3. Rapport sur la politique économique extérieure, 15.1.86, p. 526.

Sources

CNUCED, Bulletin no 218, janvier 1986.

Marchés Tropicaux, 24.1, 7.2 et 13.6.1986.

NZZ, 27.12.85, 9 et 19.3.1986.

Rapport sur la politique économique extérieure, 15 janvier 1986.

South Decembre 1985.

9.2.5. Autres accords sur les produits de base

L'Accord international sur les **bois tropicaux**, entré en vigueur en avril 1985, est désormais opérationnel. Le Conseil international des bois tropicaux a décidé le 29 juillet 1986 d'établir le siège de l'Organisation à Yokohama. Le Japon est le premier importateur mondial de bois tropicaux. La Malaisie occupe le premier rang parmi les pays exportateurs. La Suisse a adhéré à l'Accord qui ne comprend aucune disposition pour la stabilisation des prix. Il vise surtout à promouvoir la recherche et le développement ainsi que la préservation des forêts tropicales à long terme.

Source

CNUCED, Communiqué de presse TAD/INF/1810.

9.2.6. Accord portant création du fonds commun pour les produits de base

L'une des deux conditions restantes pour l'entrée en vigueur de l'accord, à savoir sa ratification par 90 Etats, a été remplie en janvier 1986. Ces 90 Etats représentent près de 58% du capital du Fonds. Il s'agit de 69 pays en développement, la Chine et tous les pays membres de l'OCDE, sauf les Etats-Unis, le Portugal et l'Islande. La Suisse l'a ratifié en 1982. Aucun pays membre du Groupe D n'a ratifié, ni signé l'accord. La condition qui reste à remplir pour son entrée en vigueur est que les pays l'ayant ratifié représentent les deux tiers du capital de 470 millions de dollars provenant des contributions directes. Les Etats-Unis et l'URSS sont deux pays clefs car ils peuvent bloquer son entrée en vigueur, compte tenu de l'importance de leurs contributions financières prévues.

L'accord portant création du Fonds commun est un programme financier qui vise notamment à stabiliser et à développer les marchés internationaux des produits de base, en particulier dans l'intérêt des pays en développement.

Source

CNUCED Bulletin, no 218, janvier 1986.

9.2.7. Commission des produits de base

La 11e session de la Commission des produits de base s'est réunie sous les auspices de la CNUCED du 2 au 12 décembre 1985. Près de cent pays y ont participé, dont la Suisse. A l'ordre du jour figuraient le rôle des accords ou arrangements internationaux de produits, négociés ou renégociés à la CNUCED, le rôle des mesures internationales relatives aux produits qui ne font pas l'objet d'accords internationaux et, enfin, l'application du Programme intégré pour les produits de base en ce qui concerne la transformation, la

commercialisation et la distribution, y compris le transport des produits de base.

La toile de fond des débats était constituée par la chute des prix des produits de base et, d'une manière générale, par les résultats modestes réalisés jusqu'ici dans les négociations relatives à ces produits. Ces résultats n'ont pas répondu aux attentes des pays en développement. La crise de l'accord sur l'étain a aussi jeté son ombre sur les débats.

TABLEAU No. 3

Evolution des prix des produits primaires, 1980-1985

	Prix nominaux (1)	Dollars Prix ajustés (a) (2)	DTS (3)
<i>(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)</i>			
1981	- 15,5	- 9,6	- 6,6
1982	- 15,1	- 13,8	- 9,1
1983	+ 5,1	+ 9,4	+ 8,9
1984	+ 1,2	+ 4,5	+ 5,1
1985:			
1er semestre	- 13,5	- 4,9	- 6,5
<i>(Variations en pourcentage)</i>			
1980-82	- 28,2	- 22,1	- 15,1
1982-84	+ 6,3	+ 14,8	+ 14,4
1980-84	- 23,6	- 10,6	- 2,8
1980-1er semestre 1985	- 30,9	- 13,5	- 7,5

Source: Etude sur les produits de base, 1980-1985, CNUCED, TD/B/C.1/274, 17/09/85.

a) Il s'agit des prix en dollars ajustés au moyen de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés des pays développés à l'économie de marché.

Un rapport préparé par le secrétariat de la CNUCED — Etude sur les produits de base 1980-85 — fut soumis à la session. Le thème central du rapport concerne l'effondrement récent des prix de ces produits, ses causes ainsi que ses effets sur l'économie des pays en développement. Rappelons que les marchés des produits de base ont connu un retournement en 1980. Exprimés en dollars, les prix nominaux de ces produits avaient suivi un mouvement ascendant au cours des années 1970. Après le sommet de 1980, ils subissaient ensuite une forte chute, perdant près de 30% jusqu'à fin 1982. Le tableau ci-après résume l'évolution récente des prix nominaux et réels. Notons que la baisse calculée en dollars est relativement plus forte que celle exprimée en droits de tirage spéciaux (DTS). La raison en est que le dollar s'est apprécié pendant la période considérée.

Tous les principaux groupes de produits primaires ont été touchés par la forte baisse des prix entre 1980-82. Au cours des deux années suivantes, la baisse a continué, quoique dans des proportions plus faibles, sauf pour les boissons tropicales, les graines oléagineuses et les huiles végétales dont les prix se sont redressés. Selon l'étude de la CNUCED, les causes immédiates de la baisse des prix, en particulier entre 1980 et 1982, sont les suivantes. La récession économique des pays développés conjuguée avec la montée des taux d'intérêt qui a incité ces derniers à réduire leurs stocks de produits primaires ont provoqué une contraction de la demande. D'autre part, pour certains produits, l'offre a augmenté. Le rapport chiffre à 33 milliards de dollars le manque à gagner net cumulé de 1980 à 1983 pour les pays en développement, dû à la baisse des prix. Ce chiffre correspond à un peu moins de la moitié de la valeur de leurs exportations de produits primaires en 1980. Ce sont les pays d'Afrique qui en ont le plus souffert.

A la session sous revue, le Groupe des 77 a demandé que des mesures d'urgence soient prises dans le domaine des produits de base pour corriger l'évolution récente des marchés. Parmi les mesures évoquées citons l'établissement d'un mécanisme de financement compensatoire, la réalisation des objectifs du Programme intégré des produits de base et, en particulier, l'entrée en vigueur du Fonds commun. Quant au Groupe B, il a proposé que la Commission entreprenne à sa prochaine session un examen approfondi du secteur des produits de base. Le problème de l'excédent structurel de l'offre, des effets exercés sur l'offre et la demande par les progrès technologiques et du rôle des stratégies de développement économique et du secteur privé devaient être au centre de cet examen.

La décision adoptée par la Commission concernant les accords internationaux de produit souligne notamment la nécessité d'un appui de la vaste majorité des pays producteurs et consommateurs aux mesures de régulation de l'offre. La décision préconise également que, dans les accords de produits, «les niveaux de prix convenus soient proches de ceux du marché et compatibles avec une situation du marché dynamique». De plus, «il faudrait prévoir des dispositions concernant l'ajustement des niveaux de prix pour tenir compte de l'évolution de la situation des marchés, y compris les variations des taux de change. Dans la mesure du possible, ces dispositions

devraient être d'application automatique ou quasi-automatique» (1).

Sources

CNUCED, Etude sur les produits de base, 1980-1985. TD/B/C.1/274, 17 septembre 1985.

CNUCED Bulletin, no 218, janvier 1986.

CNUCED Communiqués de presse TAD/INF/1756, 1757, 1761, 1763.

Références

1. CNUCED, Communiqué de presse TAD/INF/1763.

9.3. Préférences tarifaires

*Le Comité spécial des préférences de la CNUCED a tenu sa 14e session à Genève du 26 au 30 mai 1986. Quatre-vingt-cinq pays environ, dont la Suisse, ont participé à la session pour procéder à l'examen annuel du fonctionnement et des effets du **Système généralisé des préférences (SGP)**.*

Rappelons que le SGP sert de cadre aux divers schémas nationaux des pays développés pour l'octroi sans contrepartie d'un traitement préférentiel aux importations d'une série de produits en provenance de pays en développement. La Suisse a appliqué des préférences tarifaires au titre du SGP à partir de 1972. En 1981, le Parlement a approuvé leur prolongation jusqu'à 1992. De nouvelles préférences ont été mises en application en faveur des PMA en 1982. Le SGP se compose de 16 schémas appliqués par 20 pays à économie de marché et 6 pays socialistes d'Europe de l'Est. Au total, quelque 125 pays en développement bénéficient du système. Notons que les schémas varient d'un donneur de préférence à l'autre pour ce qui concerne les pays bénéficiaires, la gamme des produits convertis, l'étendue de la réduction tarifaire, le mécanisme de sauvegarde et les règles d'origine (1). Les schémas nationaux en vigueur font également l'objet de modifications dans le temps. Depuis un certain nombre d'années, la gamme des produits visés par ces schémas a représenté environ 50% des importations soumises à des droits de douane alors que la part de ces importations ayant réellement bénéficié d'un traitement préférentiel a stagné à une moyenne d'environ 25%. Les pays en développement considèrent que la couverture des schémas est insatisfaisante. En effet, ces derniers peuvent exclure certains produits comme les denrées agricoles ainsi que les produits à forte intensité de main d'œuvre, tels que les textiles et les chaussures. Les pays en développement dénoncent également les mesures restrictives appliquées par les donneurs de préférences telles que les contingents et les limitations. Les limitations dans les trois schémas principaux en vigueur (CEE, Japon et Etats-Unis) entraînent l'impossibilité de bénéficier du traitement préférentiel lorsque les importations dépassent certains montants maximaux. Signalons ici que des opinions contradictoires existent au sujet des effets réels du SGP. Le secrétariat de la CNUCED vient de lancer un programme d'étude

complet du système pour savoir dans quelle mesure il a réellement atteint ses objectifs.

L'état des débats

L'examen à la réunion de mai dernier portait sur l'année 1985. Le Groupe des 77 et la Chine se sont dits préoccupés par le non-respect continu des principes de base du SGP, à savoir son caractère généralisé, non discriminatoire et non réciproque. Les améliorations apportées aux schémas en vigueur par les donateurs de préférences pour ce qui est de la gamme des produits visés et des réductions tarifaires ont été considérées comme mineures par ces pays. Quant au Groupe B, son porte-parole a notamment attiré l'attention sur les modifications de certains schémas visant à mieux répartir les avantages sur les différents groupes de pays bénéficiaires. Les préférences accordées à certains bénéficiaires parmi les pays relativement plus avancés ont ainsi été limitées, tandis que des améliorations ont été introduites en faveur de pays moins avancés qui jusqu'ici ont retiré moins d'avantages du système. Conformément aux recommandations adoptées par le même Comité en 1985, la session s'est terminée avec un appel aux pays donateurs de préférences, les invitant à élargir la gamme des produits visés par leurs schémas en prêtant une attention particulière aux produits représentant un intérêt pour les pays les moins avancés. La nécessité de libéraliser les règles d'origine et d'en simplifier l'application fut également soulignée. De plus, le Groupe des 77 a réaffirmé sa demande que des consultations préalables soient menées avant toute modification des schémas en vigueur.

Références

1. Les règles d'origine sont établies par chaque pays ou groupe de pays donateurs de préférences. Elles déterminent si un produit particulier est bien, selon certains critères, originaire des pays bénéficiaires. Un groupe de travail se réunit au sein de la CNUCED qui examine les possibilités d'harmoniser et de simplifier d'avantage ces règles appliquées dans le cadre du SGP.

Sources

CNUCED Bulletin no 218, janvier 1986 et no 222, mai 1986.
CNUCED, Communiqués de presse TAD/INF/1789, 1790, 1791.

9.4. Pratiques commerciales restrictives

La Conférence des Nations Unies chargée de revoir l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives s'est réunie à Genève du 4 au 15 novembre 1985. Elle a débouché sur une impasse due à un désaccord total entre le Groupe B et le Groupe des 77. Le dossier a été transmis à l'Assem-

blée générale des Nations Unies qui décidera des suites à donner à la Conférence. Depuis lors, des consultations à la CNUCED ont permis d'élaborer une résolution proposée à l'Assemblée générale prévoyant la convocation d'une nouvelle conférence de révision en 1990.

C'est fin 1980 que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'Ensemble de principes et de règles équitables pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives. Notons que le code en question fut adopté sous forme de recommandation. Il n'a donc aucun effet légal contraignant. La Suisse a participé à l'élaboration du code. Les buts du code sont 1) d'accroître l'efficacité du commerce international par l'encouragement et la protection de la concurrence et par le contrôle de la puissance économique, 2) de protéger les intérêts des consommateurs et 3) de promouvoir l'adoption de législations et de politiques en la matière (1).

La Conférence avait pour but de revoir tous les aspects du code adopté en 1980. Deux points principaux figuraient à l'ordre du jour. D'abord, l'examen de l'application et de la mise en œuvre de l'Ensemble depuis son adoption. Ensuite, l'étude des propositions émanant notamment du secrétariat de la CNUCED et du Groupe des 77 visant à améliorer et à développer l'Ensemble. Quatre-vingt pays environ, dont la Suisse, étaient représentés à la Conférence.

Afin de renforcer l'engagement pris par les Etats pour ce qui est de la mise en œuvre et de l'application du code, le Groupe des 77 a proposé de rendre ce dernier juridiquement contraignant. Appuyée également par la Chine, il s'agit là de la position clef des pays en développement à la Conférence. De plus, ces pays ont préconisé la création d'un Comité spécial des pratiques commerciales restrictives chargé du contrôle de l'application du code, organe d'un statut supérieur au groupe intergouvernemental d'experts existant. Les pays en développement ont aussi regretté le retard dans la mise en œuvre de programmes d'assistance technique, de formation et de services consultatifs en matière de pratiques commerciales restrictives, prévue par le code. Notons que seuls deux pays — la Norvège et la Suède — ont jusqu'ici apporté des contributions financières volontaires à cette fin.

Le désaccord entre les pays industriels et les pays en développement

Tant pour ce qui est de la manière dont le code a été appliqué que pour ce qui concerne les propositions de mesures permettant d'améliorer son application et son fonctionnement, des divergences importantes opposèrent le Groupe B et le Groupe des 77. Sur la première question, l'évaluation faite par le Groupe B de l'application du code était plutôt positive tandis que le Groupe des 77 la jugeait largement insatisfaisante. D'autre part, lors de la réunion du groupe d'experts sur les pratiques commerciales restrictives en avril 1985, les pays industriels (y compris la Suisse) avaient déjà exprimé leur réserve quant à la proposition de rendre le code juridiquement contraignant. En fait, le Groupe B a jugé cette idée inacceptable. De même pour ce

qui concerne une autre demande des pays en développement visant l'établissement de procédures de notification concernant l'utilisation de pratiques commerciales restrictives par les entreprises. En outre, le Groupe B a choisi de continuer à travailler dans le cadre du groupe d'experts existant plutôt que de créer le Comité spécial voulu par les pays en développement.

Référence

1. Pour la définition détaillée des pratiques commerciales restrictives telles qu'elle figure dans le code, voir l'Annuaire 1981, même chapitre.

Sources

CNUCED Bulletin no 217, décembre 1985.

CNUCED, Communiqués de presse TAD/INF/1741, 1742, 1745.

Tages-Anzeiger, 9 novembre 1985.

9.5. Examen global à mi-parcours du nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des PMA

Le Nouveau programme substantiel d'action (NPSA)

Réunis sous les auspices de la CNUCED à Genève, entre le 30 septembre et le 11 octobre 1985, des représentants de quelque 150 gouvernements, des Nations Unies, d'autres institutions multilatérales et régionales ainsi que d'organisations non gouvernementales ont examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du NPSA. Ce dernier fut adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à Paris en septembre 1981. (Voir l'Annuaire 1982.) La CNUCED fut désignée comme organe central pour l'exécution, la coordination globale et le suivi du programme. L'objectif général du NPSA était la transformation de l'économie des PMA au cours des années quatre-vingt «en vue d'un développement autonome».

Les pays les moins avancés

Selon les recommandations du Comité de la planification du développement des Nations Unies, l'expression «pays les moins avancés» désigne une catégorie de pays répondant aux trois critères suivants: un PIB par habitant égal ou inférieur à 350 dollars (1984), un taux d'alphabétisation égal ou inférieur à 20% de la population en âge de lire et une part du secteur manufacturier dans le PIB égal ou inférieur à 10%.

Le NPSA est un plan d'action de dix ans prévoyant une série de mesures regroupées en trois chapitres. D'abord, les mesures à prendre au plan national par les PMA eux-mêmes. A ce titre, les mesures prioritaires concernent le développement de l'agriculture, surtout vivrière, pour diminuer la dépendance et garantir la sécurité alimentaire. L'objectif de croissance annuelle pour le secteur agricole fut fixé à 4% afin que, dans chaque pays, la production agricole augmente plus vite que la population. D'autre part, les PMA

devaient connaître un taux annuel moyen de croissance de 7,2% du PIB afin de doubler, d'ici 1990, le revenu national enregistré à la fin des années '70. Le deuxième chapitre traite des mesures d'appui sur le plan international. L'aide publique au développement y figure comme clef de voûte. Le NPSA recommande aux pays donateurs, pour 1985, soit de doubler l'APD en faveur des PMA, soit de la porter à 0,15% de leur PNB. Enfin, le dernier chapitre concerne l'exécution, le suivi et la surveillance du programme aux plans national, régional et global. On recommande notamment aux PMA de créer un office central chargé de coordonner l'aide des pays donateurs.

L'examen à mi-parcours : des résultats décevants

En 1982 et 1983, le taux de croissance des PMA n'était, globalement, que de 2%. Avec un accroissement démographique de 2,6% par an, le PIB par habitant a donc baissé pour atteindre 200 dollars environ en 1983. Deux pays seulement, le Botswana et les Maldives, ont pu dépasser l'objectif de 7,2% de croissance annuelle dont il est question dans le NPSA. A l'autre extrême, le PIB au Tchad et au Togo a baissé en moyenne de 7 et 6% par an respectivement. Tandis que le NPSA fixait un objectif de croissance de la production agricole de 4% par an, le taux annuel moyen de croissance de la production agricole dans les PMA n'a été que de 1,4% entre 1980 et 1984. Ce taux s'était élevé à 2,2% dans les années '60 et à 1,9% dans les années '70.

Les 36 PMA ont une population totale de 308 millions. Plus de la moitié des recettes d'exportation de ces pays provient de produits agricoles ; le café et le coton constituent ensemble 40% du total. Il s'agit des pays suivants :

Afrique : Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-équatoriale, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo.

Amérique latine : Haïti

Asie : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Maldives, Népal, République démocratique populaire lao, Yémen, Yémen démocratique et Samoa.

Le bilan global de l'activité socio-économique des PMA, à mi-parcours du NPSA, est par conséquent sombre. D'autre part, dans le domaine des mesures d'appui internationales, la plupart des pays donateurs n'ont pas tenu les engagements pris à la conférence de Paris. Ces pays se sont engagés soit de doubler l'APD en faveur des PMA avant la fin de 1985, soit d'augmenter cette aide pour qu'elle atteigne 0,15% du PNB des pays donateurs. En effet, le doublement de l'APD par rapport à la période 1976-80 représenterait un montant de 9,6 milliards de dollars, alors que l'APD aux PMA a plafonné à 7 milliards de dollars environ, durant la période 1980-83. Les seuls pays à avoir doublé leur APD en faveur des PMA sont la Finlande, l'Italie et la Suisse. Compte tenu de la poussée démographique, l'APD par habitant est tombée, pour l'ensemble des PMA, en moyenne de 24,2 dollars en 1980 à 21,6 dollars en 1983.

Des recommandations pour l'avenir qui ne font pas l'unanimité

Le texte adopté à l'issue de la Conférence de Genève réaffirme les buts du NPSA et reprend certaines des recommandations contenues dans ce programme. A commencer par celles concernant l'APD. Les pays donateurs sont, encore une fois, priés soit de porter l'APD en faveur des PMA à 0,15% du PNB, soit de doubler cette aide par rapport à la période 1976-80. Au sujet des modalités de l'aide, il est demandé aux pays donateurs d'octroyer leur aide bilatérale essentiellement sous forme de don, de délier cette aide au maximum et de la dispenser sous des formes plus flexibles, notamment comme soutien de la balance des paiements.

Le représentant des Etats-Unis a rappelé que son pays n'acceptait pas d'objectif précis en matière de ressources financières et que, par conséquent, il se dissociait du consensus réalisé lors de la conférence là où il portait sur de tels objectifs chiffrés. Les Etats-Unis se sont également distancés des paragraphes concernant la mise en œuvre du Fonds commun pour les produits de base, Fonds auquel ce pays ne veut pas adhérer. La Grande-Bretagne a réaffirmé sa position de non-adhésion au NPSA sans toutefois se dissocier formellement du texte final adopté à l'issue de la conférence.

Au chapitre des politiques commerciales, tous les pays sont invités à supprimer les obstacles tarifaires et non tarifaires aux exportations des PMA et les autres pays en développement sont priés d'accorder un traitement préférentiel aux importations en provenance des PMA.

TABLEAU No. 4

**ADP suisse en faveur des PMA
(en mio. de Fr.)**

	Moyenne 1976-80	1981	1982	1983	1984	1985
APD bilatérale	68,5	113,7	125,4	144,3	166,-	172,-
APD multilatérale	<u>36,2</u>	<u>51,6</u>	<u>42,6</u>	<u>98,6</u>	<u>67,1</u>	<u>80,-*</u>
Total	104,7	165,3	168,-	242,9	233,1	252,-
en % de l'APD totale	32%	37%	33%	37%	35%	37%
en % du PNB	0,06%	0,08%	0,08%	0,11%	0,10%	0,10%

* Estimation

La position de la Suisse

La délégation suisse à la Conférence d'examen du NPSA à Genève était dirigée par M. Jean-François Giovannini, sous-directeur de la DDA. Dès le départ, la Suisse a participé activement à l'élaboration du NPSA. Ce programme correspond en effet aux objectifs de la loi suisse sur la coopération internationale au développement. Les priorités de la NPSA (agriculture, alimentation, santé, éducation) s'accordent avec celles de l'aide suisse. La Suisse entretient des programmes de coopération bilatérale dans 18 des 36 PMA. En 1984, les bénéficiaires les plus importants étaient le Népal, le Rwanda, la Tanzanie, le Mali, le Bangladesh, le Mozambique, le Burkina Faso et le Niger.

On voit ci-dessus que la Suisse atteint, en 1983, le doublement de son APD en faveur des PMA par rapport à la moyenne des années 1976-80. La Suisse a ainsi respecté l'engagement pris à la Conférence sur les PMA en 1981. Cependant, on est encore loin de 0,15% du PNB. D'autre part, l'aide suisse aux PMA est accordée exclusivement sous forme de dons et il s'agit, en principe, d'une aide déliée de toute obligation d'achats en Suisse.

Au titre de la politique commerciale, la Suisse accorde, depuis 1982, une franchise douanière sur les produits industriels en provenance des PMA, domaine dans lequel les autres pays en développement ne jouissent que d'un taux préférentiel. Dans le domaine particulier de la promotion commerciale en faveur des pays en développement, l'OFAEE soutient financièrement les activités d'informations et de consultation de l'Office suisse d'expansion commerciale. Il s'agit de faciliter l'accès au marché suisse pour les pays en développement. Un tiers environ du travail effectué par ce Service a été consacré aux PMA. L'OFAEE finance en outre le bureau d'information et de contact de l'ONUDI à Zurich qui est chargé d'encourager les entreprises suisses (en particulier les petites et moyennes entreprises) à participer à la réalisation de projets industriels dans les pays en développement et d'assister les responsables de ces pays dans la préparation de projets. Ces activités ont abouti à des investissements au Népal, au Burundi et au Togo. Notons, enfin, que la Suisse est membre des accords internationaux sur le blé, le caoutchouc naturel, le cacao, le café, l'étain, le jute et les bois tropicaux.

Références

1. Les pays donateurs du CAD représentent 80% des apports d'APD aux PMA.
2. Le STABEX est un système de compensation des baisses de recettes d'exportation des produits en provenance d'environ 63 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, pays liés à la Communauté économique européenne par la Convention de Lomé.

Sources

Actualités I3M, no 5/85.

Annuaire Suisse-Tiers Monde 1982.

CNUCED, Communiqués de presse TAD/INF/1711, 1726.

Nations Unies, Les pays les moins avancés, New York, 1984, 155 p.
NZZ 11.10.85, 14.10.85.

9.6. Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires

La quatrième session de la Conférence a eu lieu à Genève du 20 janvier au 7 février 1986. Elle s'est terminée avec succès par l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires. Il s'agit d'une convention internationale avec des dispositions juridiquement contraignantes.

La nouvelle Convention entrera en vigueur douze mois après avoir été ratifiée par quarante Etats représentant au moins 25% du tonnage brut immatriculé de la flotte marchande mondiale. D'après le président de la Conférence, ceci peut être atteint en cinq ans.

Selon la CNUCED, le but fondamental de la Convention est de promouvoir le développement ordonné du transport maritime international grâce à l'harmonisation entre Etats des dispositions concernant l'immatriculation des navires. Les pays en développement attendent notamment de la Convention qu'elle facilite leurs efforts en vue d'une participation accrue aux transports maritimes mondiaux. Deux pays importants de libre immatriculation — le Libéria et Panama — ont participé aux négociations (1). La Convention ne prévoit pas la suppression des pavillons de complaisance, mais elle obligera les Etats d'immatriculation d'exercer leur autorité. Ces derniers devront notamment identifier correctement les propriétaires des navires battant leurs pavillons pour s'assurer de leur pleine responsabilité. Ils devront également disposer d'une administration maritime nationale compétente chargée de faire respecter les lois et règlements concernant l'immatriculation des navires, leur sécurité ainsi que la prévention de la pollution du milieu marin.

Après plusieurs années de travaux préparatoires menés sous l'égide de la CNUCED, la Conférence s'est ouverte le 16 juillet 1984. Environ 110 pays, y compris la Suisse, ainsi que de nombreuses organisations non- et inter-gouvernementales y ont participé. C'est à la 3e session de la Conférence, en juillet 1985, que des progrès décisifs furent réalisés au sujet de la définition du lien véritable qui devrait exister entre le navire et l'Etat de pavillon. Cette question fut au cœur des négociations. Notons qu'elle n'était pas nouvelle. Aussi bien la Convention de Genève sur la haute mer de 1958 que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 soulignent la nécessité d'un **lien réel** entre le navire et le pays d'immatriculation. Cependant, ces Conventions ne donnent aucune définition claire de ce lien. La nouvelle Convention remplit par conséquent un vide dans la législation maritime internationale.

La nouvelle Convention : le fruit d'un compromis

Les trois éléments clefs du lien réel concernent la participation de l'Etat au recrutement des équipages, à la gestion ainsi qu'à la propriété des navires battant son pavillon. La Convention qui vient d'être adoptée représente un compromis entre les intérêts divergents concernant ces points. Une question en litige concernait le caractère juridiquement contraignant ou non des dispositions y relatives. En fait, la Convention prévoit la participation obligatoire des nationaux de l'Etat du pavillon soit aux équipages, soit à la propriété des navires, soit aux deux. Cette disposition fut introduite par le Groupe des 77 dans un ensemble de propositions soumis à la Conférence en février 1985. Il s'agit d'un élément important du compromis réalisé permettant de respecter les conditions parfois très différentes qui existent dans les Etats de pavillon. Pour certains pays, le manque de main-d'œuvre ne permet pas une participation importante de leurs ressortissants dans les équipages des navires. Ce facteur intervient aussi dans le cas de la Suisse. Pour d'autres, c'est le manque de capitaux qui les empêche de participer effectivement à la propriété des navires. Notons qu'au sujet du recrutement des équipages, une disposition importante de l'accord réalisé spécifie que l'Etat d'immatriculation doit veiller à ce que le « personnel recruté pour les navires qui battent son pavillon soit tel qu'il assure le respect des règles et normes internationales applicables pour ce qui concerne la sécurité en mer ». L'Etat doit également s'assurer que les conditions d'emploi à bord des navires soient conformes aux mêmes règles.

Quant à la gestion, la Convention établit le principe suivant. Avant d'enregistrer un navire sous son pavillon, l'Etat doit s'assurer que « la société propriétaire (ou une société filiale) soit établie et/ou ait son principal établissement sur son territoire ». Lorsque tel n'est pas le cas, il faut qu'il y ait « un représentant ou un gérant qui soit un ressortissant de l'Etat du pavillon ou qui ait son domicile dans cet Etat ». Il s'agit là d'un autre élément de souplesse introduit dans la Convention.

La position de la Suisse

La délégation suisse a été présidée par Jean Hulliger, directeur de l'Office suisse de la navigation maritime à Bâle. Dans sa déclaration à la séance de clôture, M. Hulliger s'est félicité du fait que la Convention tient compte des difficultés particulières que connaissent les pays sans littoral en raison de leur situation géographique. Il a caractérisé le nouvel accord comme un compromis acceptable pour ces pays. La flotte hauturière suisse compte quelque 30 navires, leurs équipages s'élevant au total à 800 personnes environ dont moins de la moitié sont des citoyens suisses. Il s'agit de la flotte la plus importante des pays sans littoral. (Voir aussi l'Annuaire 1985.)

Référence

1. Les principaux pays de libre immatriculation sont les Bahamas, Chypre, le Libéria, Malte, le Panama et Vanuatu.

Sources

CNUCED Bulletin no 219, février 1986.

CNUCED Communiqué de presse TAD/INF/1770.

NZZ 7.2 et 10.2.1986.

Tages-Anzeiger 12.2.1986.

10. COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES : CODE DE CONDUITE

Les négociations relatives à un code de conduite sur les sociétés transnationales ont été au point mort ces dernières années. La possibilité d'arriver à un code juridiquement contraignant semble actuellement exclue. Sur une des questions importantes restées en suspens, à savoir la définition des sociétés transnationales, les négociations ont quelque peu progressé en 1986. Enfin, selon le Conseil fédéral, «la Suisse continuera à s'engager pour l'élaboration d'un code objectif et équilibré, contenant des recommandations destinées aussi bien aux gouvernements qu'aux entreprises transnationales» (1). (Voir aussi les Annuaires 1984 et 1985.)

Référence

1. Rapport sur la politique économique extérieure, 15 janvier 1986, p. 534.

Sources

Rapport sur la politique économique extérieure, 15 janvier 1986.

United Nations, Report on the twelfth Session of the Commission on Transnational Corporations, E/C.10/1986/19.

11. INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

11.1. La situation économique des pays en voie de développement (1)

Le problème de l'endettement continue à être un trait marquant du développement de la plupart des pays du Tiers Monde. Alors que les mesures prises en 1982 au cours de la crise de l'endettement étaient caractérisées par des crédits de transition à court terme, elles ont fait place dans une deuxième phase à des accords de rééchelonnement portant sur plusieurs années. En ce qui concerne la phase actuelle il s'agit de résoudre la crise de l'endettement en créant des conditions et un contexte plus favorables à une croissance stable. En 1984, on avait constaté une amélioration de la situation économique de quelques pays débiteurs ; cela n'a pas été le cas en 1985. D'une manière générale, la diminution de la croissance du volume et des recettes d'exportation des pays en voie de développement a été une conséquence de l'affaiblissement du commerce mondial. De plus, de nombreux pays en développement ont dû faire face en 1985 à des crises profondes sur le plan de la balance des paiements.

Le commerce

Le taux de croissance de la production mondiale n'a atteint que 3% en 1985, alors qu'il représentait encore 4,5% l'année précédente. Aux Etats-Unis, la croissance s'est ralentie en raison du cours élevé du dollar. Vu la diminution des stimulations économiques en provenance des Etats-Unis, le taux de croissance mondiale n'a pas dépassé 3%. (En 1984, il était encore de 9%.) Le commerce a connu une hausse principalement dans les pays industrialisés et dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie. Sur ce plan-là, la situation des pays en voie de développement s'est détériorée en 1985 par rapport à l'année précédente, autant du point de vue du volume (-1%; +6,5% en 1984) que de la valeur réelle, suite à la chute du prix des matières premières. Les pays exportateurs de pétrole ont accusé une nette baisse de leur croissance; le volume de leurs exportations a en effet diminué de 7,5%. Les exportations de l'Amérique latine ont connu en valeur réelle une baisse de 1%, après une croissance de 7,5% en 1984. Ces pays ont été frappés de plein fouet par le ralentissement conjoncturel aux Etats-Unis, car ils dépendent davantage des fluctuations du marché nord-américain.

Les exportations globales des pays asiatiques en développement ont continué à s'accroître, mais seulement de 2,5% (en 1984, 14%).

La baisse des recettes d'exportation des pays débiteurs les a contraints à restreindre encore davantage leurs importations; les pays latino-américains en particulier ont accusé une baisse de 1,5% de leurs importations.

La baisse des prix des matières premières et le protectionnisme

L'augmentation du protectionnisme dans les pays industrialisés représente un gros obstacle pour l'économie des pays du Tiers Monde. Les restrictions concernant l'accès aux marchés des pays industrialisés pour des biens d'exportation tels que les textiles, les chaussures, l'électronique, etc. ont posé de graves problèmes aux pays en développement.

De plus, de nombreux pays en développement sont exportateurs de matières premières dont les prix sont soumis à de fortes variations sur les marchés mondiaux. Au cours des dernières années, les prix ainsi que la demande de matières premières n'ont pas cessé de chuter; dans un grand nombre de cas, le prix était en 1985 à son niveau le plus bas. En 1985, le prix nominal des matières premières (sans compter l'énergie) était inférieur de 12% à celui de l'année précédente; le prix du pétrole a accusé une baisse de 4,5%. L'augmentation des obstacles commerciaux de la part des pays industrialisés a freiné dans les pays du Tiers Monde tout processus visant à stimuler la transformation des matières premières en produits finis ou semi-finis.

La chute des prix des matières premières pose un problème très sérieux, à savoir la diminution des recettes tirées des exportations qui, de toute manière, étaient déjà stagnantes; les possibilités de s'acquitter du service de la dette s'en sont trouvées d'autant détériorées. En 1985, il a fallu procéder de nouveau à de nombreux rééchelonnements de dettes avec le secteur privé et le secteur public. Il n'en est résulté pratiquement aucun rembourse-

ment de dettes ; les échéances ont été en général reconduites, à des conditions légèrement plus favorables, c'est-à-dire en allongeant les périodes de remboursement et en abaissant les taux d'intérêt de 2,5 points en moyenne par rapport à 1984. Il n'y a pratiquement pas eu de nouveaux crédits bancaires en direction des PMA.

Le développement économique a suivi une évolution différente dans les trois régions en développement — latino-américaine, africaine et asiatique.

L'Amérique latine et les Caraïbes

Les programmes d'ajustement économique qui ont été adoptés dès 1982 par la plupart des pays d'Amérique latine ont mis l'équilibre social à rude épreuve et ont eu des résultats fort divers. La capacité de ces pays de s'acquitter du service de la dette de 360 milliards de dollars s'est encore affaiblie en 1985. Au cours des quatre dernières années, les pays latino-américains ont dû consacrer en moyenne 30% de leurs recettes d'exportation au paiement des **intérêts**. Par exemple, la part que représente le service de la dette (intérêts plus remboursements) en rapport avec les recettes d'exportation, s'est montée pendant cette période à 67% pour le Brésil, à 58% pour l'Equateur, à 40% pour le Mexique (2). Il s'agit là du montant théoriquement dû qui ne correspond que rarement au paiement effectif du service de la dette.

Les pays d'Amérique latine sont fortement endettés auprès des banques privées. La cessation de paiements n'a pu être évitée dans certains cas que par des plans de rééchelonnement de dettes. Au printemps 1986, cinq pays débiteurs importants — l'Argentine, le Chili, le Mexique, l'Equateur et le Venezuela — ont signé avec les banques créancières des accords de rééchelonnement des dettes portant sur plusieurs années. En général, des discussions avec le FMI précèdent la signature de tels accords. Les nouveaux crédits accordés par le FMI à l'Amérique latine et aux Caraïbes ont connu une baisse sensible, passant de 2,9 milliards de dollars net en 1984 à 1,5 milliard en 1985. Pour la plupart des gros débiteurs, l'accès direct aux marchés internationaux de capitaux est resté bloqué. La situation de ces pays présente certes des différences :

Au **Brésil**, la croissance économique s'est accrue alors qu'elle s'essouffait singulièrement dans la plupart des autres pays. Le **Mexique**, qui passait encore en 1984 pour un cas exemplaire, a accusé cette année une aggravation très nette de sa situation, ce qui s'explique particulièrement par la chute des prix du pétrole. La situation du Mexique est aujourd'hui semblable à celle de 1982 lorsqu'il s'était déclaré en état d'insolvabilité et qu'il avait fallu élaborer une stratégie d'urgence. Le FMI, la Banque mondiale, le Club de Paris et les banques privées ont établi en 1986 un plan de crédit, dans le but d'éviter l'insolvabilité et les risques de crise politique. La Banque nationale suisse participe à raison de 30 millions de dollars (= 50 millions de francs environ) à un crédit de transition de 1,6 milliard de dollars pour le Mexique.

Le **Pérou** et la **Bolivie** ont décidé de suspendre provisoirement le paie-

ment du service de la dette ou de le limiter à une part déterminée des recettes d'exportation (pour le Pérou, 10%). Entretemps le FMI a déclaré que le Pérou n'avait plus droit à des crédits. Quant au **Vénézuéla**, il a décliné en 1985 l'offre de collaboration avec le FMI.

A l'occasion d'une nouvelle réunion du Groupe de Cartagena (3), les pays débiteurs d'Amérique latine ont fait de nouveau appel aux pays industrialisés, leur demandant notamment de prendre conscience de leur responsabilité face au surendettement et réclamant des concessions sur les intérêts et les délais. Ils se sont élevés contre le fait que le transfert net de ressources vers les pays créanciers aille en s'accroissant, malgré l'étendue des rééchelonnements de dettes. En 1985, le niveau de vie des Latino-Américains est semblable à celui de 1975. Afin de régler la crise de l'endettement, les pays concernés exigent que l'on considère globalement le service de la dette et les recettes d'exportation ; le Pérou a décidé unilatéralement de mettre cette idée en pratique.

Il y a une année, on craignait encore la rupture des négociations entre les pays latino-américains et les pays créanciers ; cette rupture ne s'est pas produite et les négociations continuent.

L'Afrique

La situation reste critique pour les pays en développement à faible revenu, notamment les pays africains au sud du Sahara. Bien que l'année 1985 ait été pour l'Afrique, au niveau conjoncturel, une année relativement bonne, les progrès structurels qui devaient en découler n'ont pas été réalisés. En 1985, le rapport entre le service de la dette et les recettes d'exportation s'est encore détérioré. De plus, un grand nombre de ces pays ont un arriéré en ce qui concerne le remboursement de leur dette au FMI et sont exclus de nouveaux tirages de crédits.

Etant donné que la majeure partie de la dette extérieure des pays d'Afrique noire est due à des créanciers publics, ces pays négocient principalement devant le Club de Paris. Par ailleurs, les pays africains ont besoin d'un soutien financier et technique important de façon à développer leur industrie d'exportation. La Banque mondiale, et en particulier sa filiale AID, porte l'essentiel de ses efforts sur ce groupe de pays.

L'Asie

De leur côté, les pays asiatiques en développement ont également, d'une manière générale, accusé certaines pertes au niveau de leur croissance économique : en 1985, les taux de croissance moyens du PNB de 16 pays asiatiques en développement étaient de 3,6%, contre 6,6% l'année précédente. Les baisses de croissance les plus marquées se sont fait sentir dans les nouveaux pays industrialisés ; en 1985, la croissance du PNB à Hong Kong a été de 0,8% (9,3% l'année précédente), en Corée, de 5,2 (7,9 en 1984, à Singapour, de -1,8 (8,2 en 1984), à Taiwan et en Chine, de 4,1 (contre 9,6). La raison essentielle de cette situation tient au recul des exportations en direction des pays en développement.

Les pays de l'Asie du sud-est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) ont connu une évolution analogue. Les Philippines, pays fortement endetté, ont conclu avec le Club de Paris un accord de rééchelonnement portant sur plusieurs années.

Une évolution économique positive s'est dessinée dans les pays de l'Asie du sud : en Inde, le taux de croissance du PNB en 1985 a été de 4,5%, contre 3,7% l'année précédente ; pour le Pakistan, il s'est élevé à 8,2% alors qu'il était de 4,3% en 1984. La Birmanie et le Sri Lanka ont connu en 1985 une évolution économique comparable à celle de 1984, avec un taux de croissance du PNB de 6,6% pour l'un, de 5% pour l'autre. Pour le Bangladesh, l'année 1985 a été de nouveau marquée par un recul sur le plan économique.

Les pays du Pacifique sud qui font partie du groupe des pays les moins avancés — Papouasie/Nouvelle Guinée, îles Fidji —, ont subi de plein fouet les effets de la baisse des prix des matières premières sur le marché mondial ; aucune amélioration de la situation économique n'a été enregistrée. (Données tirées de l'«Annual Report 1985», ADB.)

11.2. Endettement : Une nouvelle stratégie

Il est à présent admis que, après plusieurs années d'austérité et de privation, il n'a pas été possible de diminuer le poids de l'endettement et qu'une nouvelle stratégie s'avère indispensable au niveau international. D'une part, l'attitude des pays débiteurs s'est durcie. Certains pays ont dû envisager d'imposer des moratoires de façon unilatérale ; d'autre part, si les pays créanciers veulent récupérer leurs avoirs en souffrance sans annuler une partie de leurs créances, ils sont bien contraints d'accorder de nouveaux crédits et rééchelonnements de dettes.

La politique d'austérité préconisée par le FMI et mettant l'accent sur les économies budgétaires s'est traduite par une baisse très nette de la croissance. Un retour à une croissance stable s'avère pour le FMI absolument nécessaire pour que la situation s'améliore. A l'occasion de la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale en octobre 1985, le ministre américain des finances, M. Baker, a présenté son «programme de croissance durable». Le point principal de cette nouvelle stratégie de lutte contre l'endettement — l'initiative Baker — consiste à stimuler la reprise de la croissance économique dans les pays en développement.

La Suisse face au problème international de l'endettement

Selon le rapport sur la politique économique extérieure 1985, le problème de l'endettement reflète l'interdépendance qui existe entre les Etats industrialisés et les pays en développement d'une part, de même qu'entre le commerce, le financement et le développement, d'autre part. Pour résoudre le problème de l'endettement, il est indispensable de procéder à des adaptations structurelles et dans les pays en développement et dans les pays

industrialisés, de favoriser le libre accès aux marchés d'exportation, l'accroissement des flux financiers ainsi qu'une croissance mondiale durable et sans inflation.

Le mouvement «Place financière Suisse - Tiers Monde» a adressé une pétition au Conseil fédéral et à la Banque nationale. Les signataires de cette pétition «Pour que la faim ne soit pas le prix de l'endettement» présentent les revendications suivantes :

- dans les assemblées internationales, faire en sorte que le FMI ne passe pas outre aux besoins de larges couches de la population du Tiers Monde ;
- travailler en Suisse et sur la scène internationale dans le sens d'un allègement des dettes pour les pays en développement et en vue de la suppression des dettes et créances d'intérêts devenues irréalistes ;
- prendre des mesures en Suisse à l'encontre des capitaux en fuite, vu qu'ils contribuent à l'endettement ; examiner également si les crédits accordés aux pays du Tiers Monde sont acceptables du point de vue de la politique du développement.

Pour une remise de dettes?

Les milieux d'Eglise et d'autres groupes engagés en faveur du développement exigent (en Suisse et ailleurs) que l'on procède à des réformes importantes du système monétaire international ainsi que des stratégies de développement prônées par les grandes institutions de financement. Ces réformes impliqueraient notamment une remise de dettes pour les 36 pays les plus pauvres. Le problème ne se limite pas à l'endettement proprement dit, mais exige une réflexion sur ses multiples causes ainsi que sur ses coûts politiques. Les propositions émanant de ces milieux reprennent la revendication des pays en développement qui réclament précisément des solutions politiques face à l'endettement. La réalisation de telles propositions signifierait des implications budgétaires importantes au niveau national et amènerait une nouvelle définition de la coopération au développement.

Notes

1. Les chiffres se rapportant à la situation économique des pays en développement ont été tirés du Rapport annuel 1985 de la BRI, du Rapport 1985 de l'Office de la politique économique extérieure du Conseil fédéral, ainsi que de l'ouvrage Financement et Dettes extérieures des Pays en Développement, Etude 1985, OCDE, Paris 1986.
2. Business Latin America, 7.8.1985, in : NZZ 5.10.1985.
3. Les onze Etats membres du Groupe de Cartagena, ainsi nommé d'après la ville colombienne où avait eu lieu la première conférence, sont les suivants : Brésil, Colombie, Mexique, Argentine, Vénézuëla, Chili, Pérou, Equateur, Uruguay, Bolivie, République dominicaine.

Sources

BRI, 56e Rapport annuel, Bâle, juin 1986.

Banque nationale, 78e Rapport d'activité 1985.

Rapport 1985 sur la politique économique extérieure.

Message sur le renouvellement du financement des mesures de politique économique et commerciale dans le cadre de la coopération au développement, février 1986.

11.3. Fonds monétaire international

La réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Séoul en octobre 1985 a été marquée par la situation de nombreux pays en développement fortement endettés dont le poids de la dette continue à augmenter. Une proposition américaine, portant le nom d'initiative Baker et visant à vaincre le problème de l'endettement, a fait l'objet d'une discussion. Selon M. Baker, ministre américain des Finances, 15 pays en développement fortement endettés appartenant au groupe des pays à revenu moyen pourraient parvenir à une croissance stable grâce à de nouveaux crédits doublés de mesures d'ajustement structurel à long terme. L'initiative Baker prévoyait aussi des mesures telles qu'un fonds commun du FMI, de la Banque mondiale et de donateurs bilatéraux pour les pays les plus pauvres ; mais cet aspect n'a pas été développé lors de la conférence de Séoul. Une nouvelle facilité de crédits dans le cadre de l'ajustement structurel prônée par le FMI a été créée, ainsi qu'une agence multilatérale destinée à assurer les risques d'investissements non commerciaux.

Précédant la session annuelle proprement dite du comité interimaire et du comité de développement (1) ont lieu les rencontres, souvent plus décisives encore, entre les ministres des Finances et les gouverneurs des banques d'émission des cinq grandes nations industrialisées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Japon), du Club des Dix (la Suisse fait maintenant partie des onze nations industrialisées les plus importantes du point de vue de la politique monétaire), ainsi que du Groupe des 24, l'organe représentatif des pays en voie de développement pour les questions monétaires.

L'initiative Baker

L'initiative Baker a été au cœur des débats de la Conférence annuelle. Ce plan prévoit que les banques commerciales et la Banque mondiale d'une part, ainsi que les banques de développement multilatérales d'autre part, injectent 40 milliards de dollars de nouveaux crédits (à raison de 20 milliards pour chaque côté) dans 15 pays en développement fortement endettés, et ce pendant les trois années à venir (2).

Cet afflux de ressources joint à tout un train de mesures devrait permettre à l'économie des pays en développement concernés d'atteindre un taux de croissance stable. La stimulation du secteur privé dans le sens d'offrir de meilleures conditions pour les investissements privés et la hausse de l'épargne devraient permettre de freiner la fuite des capitaux de ces pays. Les pays débiteurs sont invités à adopter des programmes globaux d'ajustement structurel. Le principe de la conditionalité pour l'octroi de crédits

d'ajustement structurel doit être conservé et appliqué également aux crédits structurels de la Banque mondiale. L'idée de base de l'initiative Baker tient au fait que l'octroi des crédits privés et publics est régressif, conformément au tableau ci-après :

TABLEAU No. 5

**Données sur les 15 pays visés
par le plan Baker (1)**

	1982	1983 (Valeur en milliards de dollars)	1984	1985 (2)
Total				
Dette extérieure,	387,5	409,3	428,6	444,3
dont (en %) :				
banques commerciales (3)	66,3	65,3	64,3	62,7
FMI	1,4	2,8	3,3	3,9
institutions multilatérales	5,8	6,0	6,7	7,3
autres créanciers publics	15,6	15,3	15,7	16,5
Déficit de la balance des paiements	52,4	14,7	0,0	0,9
Financement extérieur net,	61,5	28,7	28,4	6,8
dont :				
mouvements non liés à la dette	4,4	3,1	3,5	4,3
crédits du IMF, des organis- mes multilatéraux, gouverne- mentaux, etc.	17,5	11,9	14,4	5,9
Crédits privés,	39,6	13,7	10,5	- 3,3
dont : banques commerciales	33,5	11,7	10,5	- 2,7

1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Côte d'Ivoire, Mexique, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

2) Estimations

3) Sans garantie de crédit

Source : The Institute of International Finance

Les critiques à l'initiative Baker

La stratégie proposée par M. Baker comporte de nombreux éléments relevant d'une politique économique orientée vers l'offre, ce qui va à l'encontre

des options prises jusqu'à présent par la plupart des pays en voie de développement. Une baisse effective des taux d'intérêt aux Etats-Unis de 2 à 3 points allégerait la charge des pays débiteurs, en une année, bien davantage que les nouvelles ressources prévues par l'initiative Baker pendant trois ans (3). C'est cet argument que les pays en voie de développement opposent à l'initiative Baker qui, à leur avis, a été lancée en raison des difficultés qu'éprouvent les banques américaines très engagées en Amérique latine. Pour les pays en développement, l'initiative Baker présente un aspect positif, à savoir qu'elle montre que les pays industrialisés reconnaissent que les mesures de rééchelonnement des dettes prises depuis des années, n'ont pas réussi à résoudre le problème de l'endettement. Dans l'ensemble, les pays en développement réclament une réorientation de la stratégie en matière d'endettement de façon à mieux harmoniser les obligations de paiement avec les aspirations légitimes des populations à une vie décente. Le Pérou a menacé de se retirer du FMI si celui-ci n'assouplissait pas ses conditions pour l'octroi de crédits. De même, des représentants d'Etats d'Afrique noire, écrasés par la misère, ont exprimé lors de la réunion annuelle leur mécontentement face aux recettes du FMI. Selon eux, l'initiative Baker n'apporte aucune aide aux pays les plus pauvres, dont la majorité se trouvent au sud du Sahara. Le FMI essaie de remédier à cette situation en réorientant les fonds qui reviennent du fonds fiduciaire vers les pays les plus pauvres.

Facilités d'ajustement structurel

Le fonds fiduciaire a été constitué à partir des ventes d'or du FMI et mis à disposition des pays en développement les plus pauvres des crédits à des conditions préférentielles; à la fin des années 70, la crise du pétrole a provoqué des difficultés au niveau de la balance des paiements de ces pays. Les remboursements ont repris dernièrement. Grâce aux facilités d'ajustement structurel, le FMI transmet les fonds qui lui reviennent ainsi aux pays en voie de développement dont le revenu par habitant est inférieur à 550 dollars. L'Inde et la Chine qui auraient pu absorber plus de la moitié de ces ressources en raison de leur taille, ont renoncé à leur part de façon que les Etats d'Afrique noire bénéficient au maximum des 2,7 milliards de DTS (3,1 milliards de dollars).

Dans le cadre de la 8e augmentation de capital de l'AID, la Banque mondiale s'est déclarée disposée à compléter les nouvelles facilités du FMI en offrant un montant tout aussi élevé. La Banque mondiale gère déjà, par l'intermédiaire de sa filiale AID, un fonds spécial en faveur de l'Afrique. Le FMI et la Banque mondiale ne veulent pas mettre en commun leurs ressources pour l'Afrique mais s'apprentent à élaborer un règlement type pour l'octroi de crédits, tout en gérant séparément les fonds destinés à l'Afrique.

MIGA

Les participants à la réunion annuelle ont décidé de fonder l'agence multilatérale d'investissements MIGA (Multilateral Investment Guarantee Agency).

Elle consiste à promouvoir les mouvements de capitaux vers les pays en développement par le biais de garanties portant sur les risques politiques et non commerciaux et être le forum de discussions opérationnelles entre les pays donateurs et les pays dans lesquels se dirigent les investissements. Le financement de la MIGA sera assuré par un capital social et par des primes. La Suisse s'est montrée intéressée par cette agence et a signé les statuts constitutifs, manifestant ainsi son intention d'y adhérer. La création de la MIGA deviendra effective après la ratification de l'accord par les différents Etats signataires.

Les DTS et l'«accès élargi»

A l'instar de l'année précédente, le consensus sur une nouvelle répartition des droits de tirage spéciaux (DTS) n'a pas été atteint. Les pays en voie de développement n'ont pas réussi à faire passer leur revendication ayant trait à une nouvelle répartition de 15 milliards de DTS au minimum.

En ce qui concerne l'accès élargi aux crédits du FMI, la réglementation en vigueur a été reconduite pour une nouvelle année (cf. à ce propos les indications figurant dans l'Annuaire 1985).

L'accès élargi aux ressources du fonds a été proposé au moment de la dernière hausse des quote-parts (1981), de manière à accélérer la procédure de ratification en cas de besoin urgent de crédits. Il était prévu d'abolir cette possibilité d'ici 1987 et elle a été successivement réduite mais, comme la crise de l'endettement persiste, elle pourrait être prolongée au-delà de cette date ; il faut préciser qu'elle a déjà subi quelques amputations. A titre exceptionnel, les pays membres pouvaient demander des crédits du Fonds représentant jusqu'à 600% de leur quote-part sur trois ans ; le quota maximum a été depuis lors réduit à 450%.

La session de printemps

La chute des prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt et l'affaiblissement du dollar sont les éléments saillants du contexte économique dans lequel s'est déroulée la session de printemps (avril 1986) du comité intérimaire et du comité de développement. Cette situation économique a représenté pour les pays endettés, à l'exception des pays exportateurs de pétrole, un certain allègement du service de la dette. Le Groupe des 24 a proposé de créer des facilités pour le pétrole, financées par le FMI et les pays industrialisés ; une telle mesure viendrait en aide aux pays en voie de développement à qui la chute des prix du pétrole a porté préjudice. De plus, les pays en développement ont réclamé une nouvelle répartition et une hausse des DTS afin de parer à la baisse des recettes d'exportation. Cette demande n'a pas davantage abouti cette année que lors des années précédentes, le consensus nécessaire n'a pas été atteint. A la suite de la chute des prix du pétrole, l'engagement des pays de l'OPEP s'est réduit et a porté préjudice à la coopération sud-sud.

La réforme monétaire

La discussion sur la réforme monétaire a été rayée de l'ordre du jour de la session annuelle et reportée à la session de printemps et avait perdu de son actualité vu l'évolution positive de la situation monétaire. Le rapport du Groupe des 10 et du Groupe des 24 a constitué la base des discussions. Pour les pays industrialisés, le système des cours de change flexibles apparaît satisfaisant, tandis que la majorité des pays en voie de développement recommandent un système de zones cibles pour les taux de change flottants et dont les fluctuations seraient équilibrées par des interventions sur le marché des devises. La Suisse a pris position en rejetant cette proposition et en déclarant qu'un accord sur la politique économique, conclu entre pays industrialisés, était une solution nettement préférable.

La position de la Suisse

La Suisse a assisté aux débats à titre d'observateur étant donné qu'elle n'est pas membre du FMI et de la Banque mondiale. La Suisse était représentée au sein du comité intérimaire par M. P. Languetin, président de la Banque nationale, et dans le comité de développement, par M. C. Sommaruga, directeur de l'OFAEE. Le conseiller fédéral O. Stich a pris part à la séance du Club des Dix. La délégation suisse a estimé que le plan Baker représente un pas dans la bonne direction. Cependant, de l'avis de M. Languetin, la réalisation de ce plan ne sera pas une sinécure, étant donné que les programmes d'ajustement structurel mis sur pied jusqu'à présent n'ont pas eu les effets escomptés, du point de vue social et politique.

Le Secrétaire d'Etat, M. C. Sommaruga, directeur de l'OFAEE, a présenté le point de vue des autorités fédérales sur l'initiative Baker à l'occasion d'une conférence donnée en février 1986 (4). Il s'est prononcé en faveur du plan Baker dans ses grandes lignes et a condamné la politique économique extérieure, parfois contradictoire, que mènent les pays créanciers et qui nécessite en dernier recours l'octroi de nouveaux crédits aux pays en développement afin de garantir le service de la dette. Selon M. Sommaruga, il est nécessaire d'assurer aux pays débiteurs un accès durable aux marchés des Etats industrialisés. Il importe de bien définir les conditions auxquelles la GRE pourrait être utilisée, en particulier pour garantir les livraisons de biens de production aux pays en développement endettés qui en auraient un urgent besoin et dont les programmes d'ajustement s'avèrent prometteurs.

Les banques et l'initiative Baker

Les banques commerciales jouent un rôle de premier plan dans l'initiative Baker. A l'occasion d'une réunion à New York en janvier 1986 à laquelle participaient également des représentants des grandes banques suisses, les banques ont donné leur avis au sujet de l'initiative Baker. Les banques américaines qui sont fortement engagées dans les pays d'Amérique latine lourdement endettés ont accueilli favorablement le plan, alors que les banques

européennes et japonaises observent une certaine réserve. Pour ces dernières — qui acceptent le principe de l'initiative — le concept présenté et les détails relatifs à l'engagement plus intensif de la Banque mondiale ne sont pas clairement définis. Le directeur du FMI, M. de Larosière, a lancé un appel aux banques suisses, lors d'une conférence prononcée à Zurich, afin qu'elles accordent davantage de crédits aux pays en voie de développement. Dans un document produit en commun par les grandes banques suisses (5), l'initiative proposée est jugée positive dans ses grandes lignes ; toutefois, le document insiste sur la nécessité de promouvoir des investissements directs, en plus des crédits bancaires. Les banques attendent des pays en voie de développement qu'ils créent un climat favorable aux investissements étrangers. Un engagement plus important de la Banque mondiale comporte évidemment une augmentation de capital, mais les Etats-Unis n'ont pas encore fait de déclaration explicite à ce propos. D'après les banques, le FMI joue un rôle de premier plan dans cette nouvelle stratégie, notamment en ce qui concerne le principe de la conditionalité. Les gouvernements des pays industrialisés devraient, outre l'augmentation de l'octroi de crédits, élargir les garanties pour les risques à l'exportation. Un meilleur accord entre les banques et les créanciers officiels du Club de Paris s'avérerait des plus utiles.

Finalement les banques exigent de décider elles-mêmes de leurs futures pratiques commerciales en se basant sur leurs propres évaluations des risques. Les banques commerciales n'ont pas — selon le papier — pour tâche de financer le déficit de la balance des paiements. Les banques n'excluent pas l'éventualité d'une diminution des taux d'intérêt pour des dettes anciennes.

Notes

1. Le comité intérimaire est l'organe de gestion administrative du FMI. Il se compose de vingt-deux ministres des pays membres. Le comité de développement, organe commun de la Banque mondiale et du FMI, traite des problèmes de développement. La Suisse occupe une position d'observateur dans les séances à huis-clos des deux comités.
2. Le plan Baker traite du cas des 15 pays en voie de développement suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Côte d'Ivoire, Mexique, Maroc, Nigeria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.
3. 4. Le Secrétaire d'Etat M. C. Sommaruga, directeur de l'OFAEE, s'est également livré à des calculs lors d'une conférence donnée en février 1986 : « Une diminution de 3 points du taux d'intérêt du dollar permettrait de soulager de 7 milliards de dollars par an la balance en devises des 15 pays en développement les plus endettés, soit du montant que les banques devraient accepter de verser annuellement à titre » d'argent frais », selon les termes de l'initiative Baker. » Discours d'introduction « Le point de vue des autorités fédérales sur l'initiative Baker », 26.2.1986.
5. Société de Banque Suisse, The Baker Initiative. A Swiss bank's reaction. Décembre 1985.

Sources

IMF-Survey, octobre-novembre 1985 et avril 1986.

Finances et Développement, mars 1986.

NZZ 28.8., 7.10., 10.10., 11.10.1985, 8.1., 8.4., 12./13.4., 14.4., 10./11.5.1986.

TA 4.10., 8.10., 9.10., 11.10.1985, 9.4., 10.4., 11. et 12.4.1986.

11.4 La Banque mondiale

Depuis 1980, la Banque mondiale met à la disposition des pays en voie de développement, outre les crédits de projets habituels, des crédits d'ajustement structurel de conception plus large ainsi que des programmes d'ajustement sectoriel. D'après le plan Baker, la Banque mondiale devra procéder à un élargissement de ses crédits.

Dans le cadre de la nouvelle proposition de stratégie en matière d'endettement qui vise à une croissance stable et durable dans les pays en développement, la Banque mondiale sera appelée à jouer un rôle important. Elle devra prendre davantage part à des programmes globaux de financement (aide multilatérale liée) ; elle devra également collaborer à l'élaboration de nouveaux objectifs de développement ainsi qu'au contrôle des programmes de stimulation de la croissance. Le plan Baker reprend d'ailleurs en grande partie la stratégie appliquée par la Banque mondiale ces dernières années, dont le but est d'aider les pays en voie de développement dans leurs efforts pour passer de la phase d'austérité et de stabilisation à une nouvelle phase dynamique d'investissements et de croissance. C'est dans cet esprit que la Banque mondiale a intensifié ses crédits non liés à des projets. Au cours du dernier exercice (1), 10,3% des crédits attribués par la Banque mondiale et l'AID (soit environ 1,5 milliard de dollars) étaient des crédits d'ajustement structurel. Le plan Baker prévoit une hausse de ces emprunts pour les trois prochaines années, représentant 3 milliards de dollars par an. La limite pour ce type de crédits a été fixée à 20% dans les statuts ; elle se trouverait de cette manière dépassée. Les crédits d'ajustement structurel de la Banque mondiale sont liés aux réformes de politique économique opérées dans le pays débiteur en vue de stimuler la croissance. La Banque mondiale et le FMI coopèrent au niveau du contrôle des programmes de réforme, ce qui entraîne le risque de recoupement des conditionalités, compte tenu des conceptions différentes que continuent à avoir les deux organismes. Les crédits d'ajustement structurel les plus importants ont été octroyés à l'Argentine (350 millions de dollars) et au Brésil (1,2 milliard de dollars). Ce dernier est le plus gros crédit jamais attribué par la Banque mondiale. Il est lié aux réformes structurelles des secteurs de l'énergie et de l'agriculture.

Les pays en voie de développement critiquent cette nouvelle orientation de la Banque mondiale qui, à l'instar du FMI, lie l'octroi de crédits à des obligations en matière de politique économique. Leur préférence va aux crédits de projets classiques qui sont liés uniquement au respect de certaines obligations techniques.

Augmentation de la part en francs suisses

La Banque mondiale compte beaucoup sur le franc suisse. La part en francs suisses des emprunts de la Banque mondiale, y compris les opérations de swap à terme, s'est élevée à 29% pour l'année 1986. Grâce à l'ouverture d'emprunts en devises offrant un faible taux d'intérêt (le franc suisse, par exemple) et grâce à la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, la Banque mondiale a pu de son côté abaisser l'intérêt sur les emprunts, soit à 8,5%. L'augmentation prévue du volume des crédits s'est fait sentir sur le marché des capitaux de la Suisse (pays non membre de la Banque mondiale), à travers des emprunts encore plus élevés de la Banque mondiale.

Nouveau président

Le président de la Banque mondiale, M. A.W. Clausen, s'est retiré à la fin de l'exercice 1986, c'est-à-dire en juin. Son successeur est, conformément à la tradition, un Américain: le républicain Barber Conable, ancien député du Congrès. Pendant la durée de son mandat, le nouveau président aura pour tâche principale l'augmentation du capital de la Banque mondiale. Les premières discussions sur ce chapitre ont déjà eu lieu.

AID

L'AID est un organe subsidiaire de la Banque mondiale qui a été fondé en 1960; il met à disposition de 60 pays en voie de développement, dont le revenu est inférieur à 400 dollars per capita, des crédits à long terme et sans intérêt, pour une durée de 50 ans. Aucun remboursement n'est exigé pendant les dix premières années. La 8e augmentation de capital de l'AID se fait plus rapidement que prévu. En juillet 1986, on comptait déjà pour 11,5 milliards de dollars de promesses de paiement parmi les pays donateurs; le but fixé est de 12 milliards de dollars. En versant 71,8 millions de dollars, les Etats-Unis sont devenus le 17e membre de l'organisme chargé des facilités spéciales pour l'Afrique au sein de la Banque mondiale et administré par l'AID. Les Etats-Unis sortent ainsi en quelque sorte de leur réserve face à la Banque mondiale, comme le laisse présager également le plan Baker.

La Suisse a aussi conclu un accord avec l'AID, le 11 septembre 1985, sur le cofinancement de programmes dans le cadre des facilités spéciales pour les pays du sud du Sahara. Les contributions de la Suisse se montent à 80,4 millions de francs.

Note

1. Exercice annuel de la Banque mondiale, terminé au 30 juin 1986.

Sources

Rapport sur la politique économique extérieure 1985.
Rapport annuel 1985 de la Banque mondiale.
IWF-Survey, novembre 1985, mars et avril 1986.
epd-Politique du développement 11/86.

Rapport annuel 1985 commun à la DDA et à l'OFAEE.
NZZ 14.4., 12.5., et 18.7.1986.
TA 18.1.1986.

11.5. Mesures monétaires internationales

Le 16 juillet 1985, l'arrêté fédéral révisé sur la participation de la Suisse aux mesures monétaires internationales est entré en vigueur et a été prolongé jusqu'au 15 juillet 1995. Cet arrêté stipule que les crédits et garanties dans le cadre des actions de soutien internationales devront dorénavant passer avant tout par la BRI et le FMI. Les crédits monétaires seront délimités par les mesures de promotion des exportations et d'aide au développement ; ils ne dépendront pas des commandes de biens et services faites en Suisse.

11.5.1. La Banque des règlements internationaux et la Banque mondiale

La Banque des règlements internationaux (BRI) a été fondée en 1930 ; son objectif était de promouvoir la collaboration entre les banques nationales et d'opérer des règlements au niveau multilatéral. Les actionnaires de la BRI sont les banques centrales de la plupart des pays industrialisés, à l'exception de la RDA et de l'URSS.

La BRI organise régulièrement des réunions entre les présidents des banques d'émission du Club des Dix.

Dans le cadre de l'arrêté fédéral sur la participation de la Suisse aux mesures monétaires internationales, la Banque nationale a participé en 1982 et 1983 par des engagements de substitution aux crédits de transition à court terme de la BRI en faveur des pays en développement fortement endettés (Argentine, Brésil, Mexique, Yougoslavie). En 1984 et 1985, la Banque nationale n'a plus accordé de telles promesses. En 1986, elle participe, avec environ 50 millions de francs, à un crédit de transition pour le Mexique qui connaît à nouveau des difficultés. Dans ce pays, la BRI joue un rôle de coordination entre les banques centrales, mais sans s'engager directement.

En 1985, la Yougoslavie a effectué un remboursement partiel anticipé d'un crédit de la Banque nationale garanti par la Confédération qui représente en tout un montant de 80 millions de dollars.

11.5.2. Le Club des Dix

Le Club des Dix est devenu en fait le club des onze pays industrialisés depuis l'adhésion de la Suisse en avril 1984. Ces pays collaborent dans le domaine de la politique monétaire. Le Club des Dix a publié en 1985 un rapport sur le système monétaire international. Dans ce rapport, le Club des Dix juge que le retour à des taux de change fixes serait irréaliste. Les pays

industrialisés devraient plutôt intensifier leurs efforts en vue d'une meilleure harmonisation de leur politique économique. Le rapport propose également la création d'un système de contrôle multilatéral dont le FMI serait le coordinateur. Les membres du Club des Dix affichent un certain scepticisme face à la proposition des pays en développement de créer des « zones cibles » pour les monnaies. Les gouverneurs des banques d'émission du Club des Dix soutiennent dans l'ensemble l'initiative Baker et accueillent favorablement le fait que l'on traite la question de l'endettement dans le cadre d'une politique orientée vers la croissance. La Banque mondiale et d'autres instances multilatérales doivent obtenir des ressources financières supplémentaires pour assumer cette nouvelle tâche, affirment les membres du Club des Dix ; ils ajoutent qu'il faut en même temps renforcer la position du FMI.

Sources

Banque nationale, 78e rapport d'activité 1985.

BRI, 56e rapport annuel, Bâle, juin 1986.

TA 24.7.1986.

NZZ 13.11.1985, 29.8.1986.

11.6. Rééchelonnement des dettes au Club de Paris

De nombreuses négociations relatives au rééchelonnement des dettes publiques et privées se sont soldées, au cours de la période examinée, par un accord conclu avec le Club de Paris pour les crédits publics ou garantis par l'Etat, et avec le Club de Londres en ce qui concerne les crédits privés. La condition d'un accord sur le rééchelonnement est généralement l'octroi préalable d'un crédit stand-by par le FMI. Le Club de Paris, qui est un organe informel rassemblant les représentants des Etats créanciers concernés, coordonne les actions de rééchelonnement. La Suisse prend part aux réunions du Club de Paris, lorsque le montant discuté représente au minimum 1 million de DTS.

En 1985, le Club de Paris a rééchelonné des dettes pour un montant de 17,5 milliards de francs. En général, les cinq premières années suivant l'accord sont considérées comme une période de grâce en ce qui concerne le remboursement ; à cette période succèdent quatre à six années de remboursement. Selon l'ancien principe, seules les dettes d'une année peuvent être rééchelonnées ; le Club de Paris fait pourtant de plus en plus d'exceptions en rééchelonnant des arriérés de plusieurs années. Cette tendance va sans doute aller encore en s'accroissant.

Les rééchelonnements ont pour but d'une part de préserver les intérêts des créanciers et d'autre part de certifier que le pays débiteur a fait preuve de solvabilité pour certaines dettes privées. Ils s'avèrent de toute façon souvent indispensables, au vu de l'impossibilité pour plusieurs pays en voie de développement, de régler le service de la dette. Depuis 1982, les procédures de rééchelonnement se sont multipliées et portent parfois sur des sommes considérables, supérieures à 1 milliard de dollars.

Un grand nombre de rééchelonnements ont été nécessaires en 1985 (22 accords). Certains pays, particulièrement d'Afrique, ont négocié à plusieurs reprises avec le Club de Paris. Le Togo a conclu son cinquième accord de rééchelonnement, le Sénégal et Madagascar ont conclu un accord pour la quatrième fois (voir tableau ci-dessous).

TABLEAU No. 6

Accords multilatéraux de rééchelonnement des dettes en 1985

Pays	Date	Montant	
Argentine	16.01.85	\$ 1'727	Mio
Sénégal IV	18.01.85	105	
Somalie	06.03.85	110	
Costa Rica	22.04.85	80	
Equateur II	24.04.85	330	
Mauritanie	27.04.85	90	
République dominicaine	20.05.85	276	
Madagascar IV	22.05.85	160	
Yougoslavie II	24.05.85	1'097	
Togo V	24.06.85	23	
Côte d'Ivoire II	25.06.85	218	
Pologne II	15.07.85	10'200	
Chili	17.07.85	180	
Cuba III	18.07.85	136	
Jamaïque II	19.07.85	65.5	
Guinée équatoriale	22.07.85	30.5	
Maroc	17.09.85	934	
Zaire VII	18.09.85	322	
Panama	19.09.85	19	
Pologne III	19.11.85	1'370	
Niger	21.11.85	32	
République Centrafricaine	22.11.85	<u>14.6</u>	
Total		\$ 17'519.6	Mio

Source: OFAEE

D'autres accords ont été conclus avant le 30 juin 1986 avec la Zambie, la Yougoslavie, la Guinée, le Zaïre, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire. D'autres accords étaient en préparation.

Sources

Financement et Dette extérieure des pays en développement, Etude 1985, OCDE, Paris 1986.
OFAEE.